



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

L'échec de l'opération militaire spéciale de Poutine est celui du renseignement russe	Page 2
La Russie brouille les lance-roquettes Himars et complique la contre-offensive ukrainienne	Page 5
Comment l'armée russe a développé de gigantesques lignes de défense avant une hypothétique contre-offensive	Page 6
« Sur le champ de bataille, le drone devient une vraie arme de terreur » Interview de Lucas LE BELL, PDG de CERBAIR	Page 9
Guerre en Ukraine : Evguéni Prigojine, chef du groupe Wagner, dit vouloir céder ses positions à Bakhmout au dictateur tchéchène, Ramzan Kadyrov	Page 15
La prolifération des drones civils militarisés en Ukraine, une école de guerre pour les états-majors occidentaux	Page 16
Les actions hostiles visant l'industrie de l'armement se multiplient selon la Direction de la sécurité de la Défense	Page 23
Les nouvelles armes de la Russie	Page 25
Russie : révélations sur ces militaires français sous influence	Page 32
Russie-Afrique : les directives européennes n'ont eu aucun effet sur Wagner	Page 34
Afrique du Sud : les masquent tombent Pretoria renforce sa coopération militaire avec Moscou	Page 38
L'onde de choc à venir du mercenariat : les conséquences de la guerre en Ukraine pour l'Afrique	Page 39
L'armée de Terre envisage la création d'unités territoriales de réservistes opérationnels	Page 44



L'échec de «l'opération militaire spéciale» de Poutine est celui du renseignement russe

ven. 5 mai à 10:59

Jamais dans l'histoire de la Russie les services secrets n'ont occupé une telle place, tentaculaire, omniprésente, diffuse. Mais ce pouvoir total n'est pas sans conséquences.

En 1565, Ivan le Terrible met en place l'opritchnina, un régime de terreur visant à se débarrasser de ses adversaires, les Boyards qui refusent de se soumettre à son pouvoir absolu. Ses 6.000 opritchniki, troupe de choc lancée sur une partie du territoire de l'actuelle Moscovie, sèment la panique parmi les rangs de l'aristocratie, exécutent, pillent, volent et confisquent les terres des nobles. L'opritchnina est la première manifestation d'une police «secrète» au sein de l'État russe en formation.

Mais c'est l'Okhrana, créée en 1881 à la suite de l'assassinat du tsar Alexandre II, qui offre le modèle dont les services secrets russes peuvent se réclamer les héritiers. Poursuivant la tradition de brutalité initiée par Ivan, y mêlant duplicité et manipulation, elle infiltre les mouvements révolutionnaires par le recours aux agents provocateurs, et invente les premières opérations clandestines modernes. En 1903, l'Okhrana ira jusqu'à fabriquer de toutes pièces un faux pamphlet à visées antisémites, Les Protocoles des Sages de Sion, dans le but de relancer les pogroms en Russie.

Après la révolution russe, les services secrets, soumis à l'autorité du parti communiste et purgés des éléments tsaristes, deviennent la colonne vertébrale du régime: Tcheka sous Lénine, Guépéou, NKVD sous Staline, KGB avec Khrouchtchev, FSK, FSB. Les cadres, le recrutement, l'idéologie changent, les méthodes aussi, mais les principes restent les mêmes: brutalité, duplicité, infiltration.

Après une brève tentative de réforme sous Eltsine, Vladimir Poutine reconstruit l'ancien KGB, dissous au moment de la chute de l'Union soviétique, pour en faire la véritable structure de la Fédération russe, un «État à la place de l'État», alimenté par l'argent du racket et de la corruption et débarrassé de la tutelle du parti communiste.

Jamais dans l'histoire de la Russie les services secrets n'ont occupé une telle place, tentaculaire, omniprésente, diffuse. Mais ce pouvoir total n'est pas sans conséquences. En sapant les fondations même d'un État dont il était censé assurer la protection, le renseignement russe a jeté les bases de son déclin, rendu d'autant plus visible par le fiasco ukrainien.

La comédie des erreurs

Les signaux avant-coureurs étaient là. D'abord, il y eut Alexander Litvinenko, un ancien agent du FSB empoisonné au polonium dans un hôtel du centre de Londres, et dont l'assassin fut rapidement identifié par la police britannique. Puis le soi-disant suicide de Berezovsky par pendaison, celui de son associé Scot Young, empalé sur les grilles de sa résidence, et enfin les tentatives ratées, Navalny entre Tomsok et Moscou, et Sergueï et Yulia Skripal à Salisbury. Dans ce dernier cas, les nombreux indices, images de vidéosurveillance et traces d'agent neurotoxique de type Novitchok, permirent bien vite de retrouver les coupables, comme si les services spéciaux russes, à la fois amateurs et arrogants, ne prenaient même plus la peine de se cacher.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

L'échec de l'opération militaire spéciale est celui du renseignement russe. Et pourtant, le FSB avait tout pour réussir en Ukraine. En dépit des efforts du gouvernement Zelensky, le SBU restait truffé d'agents doubles et d'espions russes; le Kremlin avait investi des fortunes pour payer des informateurs et des collaborateurs, à Kiev, dans les régions russophones, Donbass, Sud, et même à Tchernobyl; quant aux effectifs de la section Ukraine du FSB, ils avaient été multipliés par cinq.

Or, rien ne s'est passé comme prévu. D'abord, le 5e service du FSB, ou Service d'information opérationnelle et des relations internationales (chargé des anciennes républiques soviétiques), a négligé les sondages d'opinion conduits en Ukraine à travers leurs sociétés-écrans et qui montraient que les troupes russes ne seraient pas accueillies en libérateurs. Les soixante-quinze agents de la 9e direction du 5e service chargés du dossier ukrainien ont passé des mois à relayer à leurs supérieurs de la Loubianka les mensonges que l'on attendait d'eux: l'impopularité de Zelensky (ce qui était vrai au début), le manque de combativité des Ukrainiens, l'impréparation de leur armée, l'apathie de l'Occident.

Ensuite, le renseignement russe a sous-estimé l'excellence de la surveillance américaine et la qualité de l'information transmise aux Ukrainiens, que ce soit par le recours à la collecte de données satellitaire, l'OSINT (renseignement d'origine sources ouvertes), l'écoute électronique ou la puissance d'analyse des agences des États-Unis.

La guerre engagée, la litanie des erreurs continue... Grâce à leurs informateurs au FSB, le 26 février, les Ukrainiens anéantissent entre Hostomel et Irpin une colonne motorisée tchéchène en route vers Kiev pour décapiter le régime. Puis il y a les fuites de données, les interceptions de la NSA et du GCHQ aussitôt livrées sur la place publique, les purges d'espions russes au sein du SBU, les arrestations de plus d'une centaine d'agents du FSB, dont Sergueï Bessedia, le chef du 5e service, et son second, Anatoly Bolyukh, d'abord assignés à résidence surveillée puis incarcérés à la prison de Lefortovo pour corruption.

Comment en est-on arrivés là?

La réforme ratée de Boris Eltsine

Après le coup d'État d'août 1991, Eltsine veut briser le KGB. Il diminue son budget par deux, met à la porte la moitié des 480.000 employés, mais surtout, conscient du danger pour le nouvel État russe d'une telle concentration des pouvoirs, il prend l'audacieuse décision de scinder le service en plusieurs agences, sur le modèle occidental.

La première direction du renseignement extérieur devient le SVR, la seconde direction du renseignement intérieur le FSK ou contre-espionnage, la neuvième direction prend le nom de FSO, chargé de la sécurité des membres du gouvernement et de la Tcheguet (mallette nucléaire), tandis que les 8e et 16e directions sont fusionnées en une seule entité, le FAPSI, agence chargée de la surveillance électronique, à l'image de la NSA ou du GCHQ. Mais dès la première guerre tchéchène, le FSK récupère une partie de la sécurité intérieure, donc l'antiterrorisme, pour devenir le FSB.

Avec l'arrivée de Poutine, le processus de recentralisation s'accélère, de telle sorte qu'au milieu des années 2000, le FSB est redevenu le KGB. Le contrôle de l'État russe (pouvoir des ministères sapé par les départements correspondants au FSB), de son économie (le racket et la mise au pas des



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

oligarques), et de sa société (abolition des contre-pouvoirs, neutralisation des médias et des partis indépendants) est parachevé.

Le FSB a manqué la révolution du renseignement Trop occupés à orchestrer la prise de contrôle du «KGB» et de ses hommes sur l'État russe, Vladimir Poutine et ses siloviki n'ont pas compris la nécessité de sa transformation, laissant les services de renseignement russes démunis face à leurs contreparties américaines et britanniques, métamorphosées dans leurs méthodes, leur organisation et leur utilisation de la technologie.

Historiquement, les services secrets russes privilégient avant tout la stratégie offensive, les actions préventives, au détriment notamment de l'analyse et de l'interprétation. C'est une doctrine d'espionnage et d'opérations clandestines plus que de renseignement. Ce qui explique leurs forces: infiltrations, éliminations, propagande, déstabilisation, attaques cyber, ROHUM (renseignement humain).

Mais à l'ère du tout-numérique, caractérisée par l'explosion des données et des capacités analytiques, ainsi que par les nouvelles contraintes sur la clandestinité, ceci révèle leurs faiblesses. D'abord, la surveillance satellitaire. Bien que disposant de 102 satellites militaires en orbite, la Russie ne possède pas assez de radars à synthèse d'ouverture, n'a pas accès à une pléthore de satellites commerciaux, et souffre de déficiences dans sa structure C3 (commande, contrôle et communications) en raison d'une carence de terminaux et de canaux satellite.

La structure hiérarchisée et autoritaire étouffe toute velléité de transparence, si bien que les rapports du terrain sont soit remontés de façon brute et livrés à l'interprétation des chefs, ou alors ils sont modifiés afin de les faire correspondre aux attentes de leurs supérieurs. Le recours à l'intelligence artificielle, nécessaire pour analyser les données OSINT ou ROSO, est encore limité.

Enfin, l'hypercentralisation est à l'origine d'une structure clanique, propice aux guerres de pouvoir et au manque de coopération entre services; et la corruption généralisée a pourri une bonne partie du système, plus occupé à détourner des fonds qu'à servir son pays. Sur les 68 milliards de dollars de budget annuel alloués aux agences de sécurité, des sommes substantielles sont détournées. Ainsi, Vladimir Poutine aurait ordonné une enquête sur la disparition de 5 milliards de dollars alloués à la clandestinité, aux opérations d'infiltration, à la propagande.

Les services de renseignement sont le reflet des sociétés qu'ils protègent. Dans un monde d'ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance), de satellites captant des images d'une résolution inouïe, de quantités gigantesques de données traitées par des analystes à l'aide de supercalculateurs nourris à l'intelligence artificielle, la brutalité, la duplicité et la manipulation de l'Okhrana ont trouvé leurs limites.

slate.fr



La Russie brouille les lance-roquettes Himars et complique la contre-offensive ukrainienne

Thomas Romanacce 10/05/2023, 11:41 Economie et politique

Le meilleur atout militaire de Kiev devient de moins en moins efficace contre les troupes russes. Les roquettes tirées par les Himars ratent leurs cibles car leur système de guidage est brouillé par l'armée de Moscou.

C'est un coup dur pour l'armée ukrainienne. Les Himars, ces systèmes de lance-roquettes donnés par Washington et considérés par certains experts comme des "armes miraculeuses", perdent de plus en plus leur efficacité. La chaîne CNN rapporte que ces derniers mois, la Russie a contrecarré plus fréquemment l'utilisation de cette technologie. D'après des sources ukrainiennes mais aussi américaines, les troupes de Moscou utilisent des brouilleurs électroniques pour désactiver le système de ciblage guidé par GPS et faire en sorte que les roquettes tirées par les Himars manquent leur cible.

Pour rappel, ce qui fait la force du système Himars (pour High Mobility Artillery Rocket System ou, en français, système de roquettes d'artillerie à haute mobilité), c'est donc sa mobilité mais aussi sa précision et sa capacité à détruire des cibles situées à des centaines de kilomètres du front. Cet engin tire des roquettes Gmlrs et des missiles tactiques Tacms. Même si les missiles ont une portée d'environ 300 kilomètres, les États-Unis ont fourni à Kiev des munitions moins puissantes d'une portée d'environ 80 kilomètres. Les Himars profitent de leurs vitesses sur les routes ou dans les champs pour mieux exploiter la portée de leurs roquettes pour atteindre une cible lointaine et très vite se mettre à l'abri.

Le général Mark A. Milley, président des chefs d'état-major interarmées américain, avait déclaré que les frappes provenant des Himars avaient touché plus de 400 cibles russes, dont des ponts, des postes de commandement et des dépôts de munitions. Ces lance-roquettes ont été salués comme un facteur de changement dans le conflit et ont joué un rôle clef dès leur arrivée en Ukraine l'été dernier, notamment lors de l'offensive de l'année dernière qui a permis à l'Ukraine de reprendre à la Russie des pans entiers de son territoire.

Cependant ces avantages ont presque été annulés depuis que l'armée russe a trouvé des moyens efficaces pour brouiller le système de guidage des roquettes lancées par les Himars. Les responsables américains et ukrainiens sont maintenant obligés d'apporter des modifications au logiciel de ces appareils pour essayer de lutter contre le brouillage russe qui serait en constante évolution. "Il s'agit d'un jeu constant du chat et de la souris, qui consiste à trouver une contre-mesure au brouillage, puis à voir les Russes contrecarrer cette contre-mesure. Et il n'est pas certain que ce jeu soit viable à long terme. Compte tenu de la contre-offensive ukrainienne qui devrait débiter très prochainement et de la dépendance de l'Ukraine à l'égard des Himars, il est d'autant plus important de trouver des solutions pour que les troupes ukrainiennes puissent progresser de manière significative", a soutenu un responsable du Pentagone à CNN.



Depuis le début du conflit entre Kiev et Moscou, l'Ukraine a reçu 18 Himars américains à ce jour et les États-Unis se sont engagés à en envoyer 20 autres. D'autres alliés de l'Otan ont fait don de 10 systèmes de roquettes à lancement multiple, selon le département d'État. De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré en janvier que le soutien militaire apporté à l'armée ukrainienne faisait de l'organisation atlantique une "partie prenante de la guerre hybride contre la Russie". Des responsables à Moscou ont accusé l'Ukraine d'utiliser des Himars fournis par l'Occident pour tirer sans discernement sur des villes et tuer des civils.

Guerre en Ukraine : comment l'armée russe a développé de gigantesques lignes de défense avant une hypothétique contre-offensive

Des tranchées serpentent sur toute la ligne de front, doublées d'obstacles destinés à contenir les mouvements ukrainiens. Ce réseau défensif est notamment visible au sud de Zaporijjia et en Crimée, deux secteurs clés.

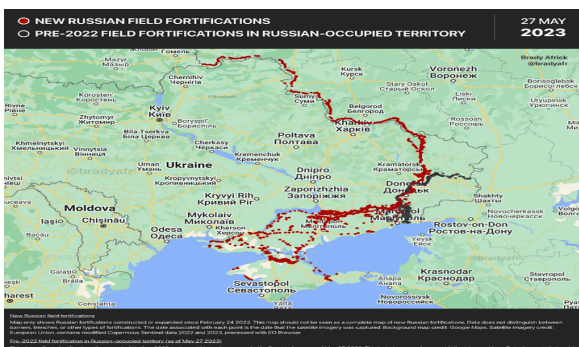
Article rédigé par Fabien Magnenou France Télévisions Publié le 30/05/2023 11:28 Mis à jour le 30/05/2023 19:01



Un soldat russe dans une tranchée en construction sur la rive orientale du Dniepr, dans une zone de la région de Kherson (Ukraine) occupée par les forces russes, le 5 mars 2023. (ANDREI ROUBTSOV / TASS / SIPA)

L'Ukraine annonce une contre-offensive depuis plusieurs mois. Son armée serait "prête", selon le secrétaire du Conseil national de sécurité ukrainien, Oleksiy Danilov, cité par la BBC, samedi 27 mai. Côté russe, depuis l'automne, l'armée bâtit ses lignes défensives, sur des centaines de kilomètres. Elle creuse des tranchées, sème des mines et des "dents de dragon", ces structures pyramidales en béton, renforce des villes et protège les routes...

Ces efforts sont cartographiés par l'analyste Brady Africk, chercheur à l'American Enterprise Institute. Ses données ne sont pas exhaustives et ne distinguent pas les différents types de structure et d'obstacles. Elles montrent toutefois l'immensité du réseau développé dans les territoires occupés et en Russie.



L'analyste Brady Africk cartographie les systèmes de défense russes depuis le début de l'invasion en Ukraine. (BRADY AFRICK / AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE)

"Les forces russes ont construit des fortifications depuis le début de l'invasion", explique Brady Africk à franceinfo.

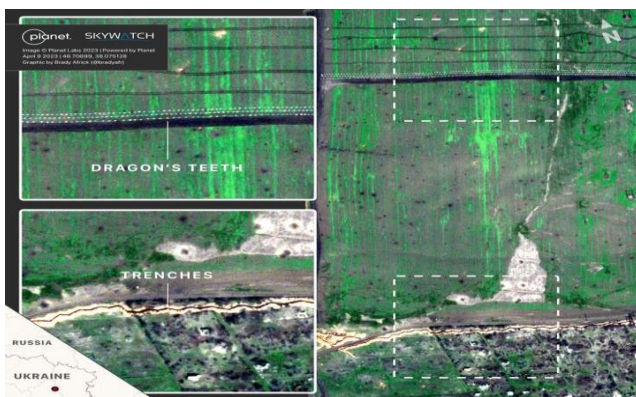


Mais le rythme "s'est intensifié à partir de novembre dans les régions occupées du Sud et de l'Est", détaille-t-il. Cette année, les forces russes ont commencé à construire davantage de fortifications "dans le nord de la Crimée, et le long des routes et voies navigables menant à la péninsule". Au printemps, ce travail s'est poursuivi sur toute la ligne de front, longue d'un millier de kilomètres. "Cela peut être dû à des craintes renouvelées d'une contre-offensive ukrainienne, à un assouplissement du terrain ou à une combinaison de facteurs."

Une défense à plusieurs couches

Les forces russes ont pour objectif de "prendre le maximum de territoire dans le Donbass", afin de respecter la feuille de route de Vladimir Poutine, explique l'analyste Ulrich Bounat, spécialiste de l'Europe centrale et orientale. Leurs ressources étant limitées, atteindre ce but "suppose donc de geler le reste du front, notamment en protégeant le corridor terrestre qui relie la Crimée à la Russie".

Un réseau de tranchées s'est peu à peu creusé, en retrait de la ligne de front, avec des positions d'artillerie. Il est précédé de multiples obstacles, comme des tranchées antichars de trois ou quatre mètres de profondeur et des "dents de dragon". Une dernière ligne est parfois prévue pour offrir des positions de repli et stocker les véhicules. La profondeur totale de toutes ces structures défensives peut atteindre 30 km, selon un récent rapport (*en anglais*) du Royal United Services Institute, un groupe de réflexion britannique.



Des tranchées et des "dents de dragon" aux abords de Soledar, dans la région de Donetsk occupée par l'armée russe. (BRADY AFRICK / AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE)

Les forces russes, enfin, recourent largement aux champs de mines : antichars (TM-62 soviétiques, notamment), antipersonnel ou mixtes. "Des systèmes de mise à feu des mines peuvent complexifier encore le travail des sapeurs ukrainiens, afin de ralentir les troupes", détaille Ulrich Bounat.

Ces lignes n'ont pas vocation à interdire tout franchissement. Elles doivent en revanche freiner au maximum une éventuelle contre-offensive et "permettre aux forces russes de disposer, en permanence, d'un point de repli". Quand elles sont correctement conçues, elles doivent diriger les assaillants "dans une certaine direction, bien couverte par l'artillerie, éclipse l'analyste. Le but est de conduire l'ennemi là où on estime être le plus fort".

Un système complexe au sud de Zaporijjia

Ces efforts sont particulièrement manifestes au sud de la ville de Zaporijjia, l'un des axes de reconquête potentielle les plus stratégiques pour l'Ukraine. Le Centre d'enquêtes journalistiques (*lien*



La LETTRE de *l'UNC Isère*

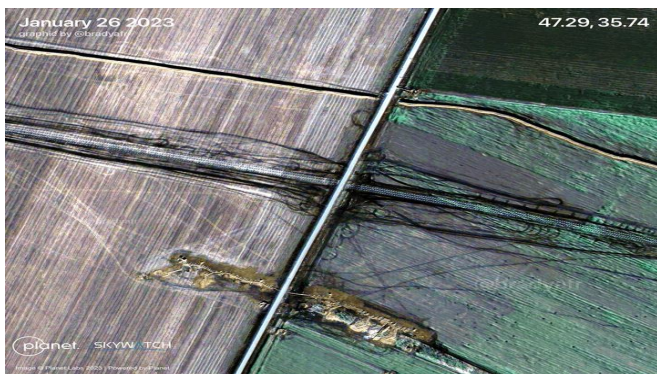
<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

en ukrainien), un groupe ukrainien, dit avoir identifié une tranchée de 70 km un peu au nord de Melitopol, capitale officieuse des occupants dans la région. Tokmak, par exemple, présente un intérêt stratégique, car sa perte couperait la Crimée des autres territoires occupés par les forces russes. Un anneau de fortifications a donc été bâti tout autour de la ville, et trois couches de défense ont été installées au nord : une tranchée antichar, des "dents de dragon" et un réseau de tranchées abritant des positions d'artillerie.



Plusieurs couches de défense ont été installées au nord de la ville de Tokmak, dans la région de Zaporijjia (Ukraine). (BRADY AFRICK / AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE)

Plus au sud, la Crimée multiplie également les efforts pour se barricader, en protégeant, par exemple, les autoroutes E97/M17 (Nord-Ouest) et E105/M18 (Nord-Est). Là encore, un réseau complexe de tranchées et d'obstacles a été mis au jour. En février, le dirigeant d'occupation Sergueï Axionov, cité par l'agence russe Interfax (*lien en russe*), avait déclaré que ces constructions relevaient d'une "initiative personnelle", décidée en accord avec le Kremlin et financée sur le budget fédéral russe. Il avait alors promis que les travaux seraient achevés en avril – ce qui est invérifiable, faute de connaître le projet initial. Des lignes de défense ont même été aménagées sur quelques plages occidentales de la péninsule, afin de prévenir une hypothétique opération amphibie ukrainienne.

"Les forces ukrainiennes ont reçu des blindés et des chars pour mener une opération mécanique, poursuit Ulrich Bounat. Elles vont chercher à aller vite dans la profondeur, pour créer désordre et panique." Les forces russes, elles, vont tenter d'enrayer ces mouvements, pour "permettre à l'artillerie et à l'aviation d'intervenir" contre le matériel ukrainien. L'équipement occidental joue donc un rôle central pour frapper la logistique et les postes de commandement russes, à l'arrière. Les Ukrainiens "ont besoin des capacités d'ingénierie pour traverser les champs de mines (...) et percer les obstacles", déclarait Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, le 24 mai, réclamant davantage de soutien pour Kiev.



Un soldat russe creuse une tranchée en seconde ligne défensive dans la région occupée de Zaporijjia (Ukraine), le 15 avril 2023. (VALENTIN SPRINCHAK / TASS / SIPA)

Par ailleurs, "les Russes savent très bien que ces lignes sont observées par satellite", souligne Ulrich Bounat. Il y a donc une "volonté de décourager les forces ukrainiennes en installant plusieurs lignes dans les secteurs les plus probables pour une contre-offensive".



Kiev a également lancé de grands chantiers

Dans d'autres secteurs, en revanche, *"ces lignes défensives répondent davantage à une volonté d'affichage vis-à-vis du Kremlin"*, estime l'analyste. Ainsi, le gouverneur de la région russe de Belgorod, Viatcheslav Gladkov, avait été l'un des premiers à annoncer l'installation de "dents de dragon", à l'automne 2022. Une manière de se positionner comme défenseur des populations. Mais l'intérêt d'une ligne défensive en territoire russe fait débat, a fortiori quand elle est réduite au minimum. Fin mai, des combattants armés ont traversé la frontière depuis l'Ukraine.

"Ces lignes défensives sont généralement construites avec du matériel d'excavation et les forces russes ont parfois fait appel à des entrepreneurs civils", précise Brady Africk. Plusieurs enquêtes journalistiques ont permis de révéler des campagnes de recrutement et le recours à des salariés parfois venus d'Asie centrale. Tranchées en zigzag, enfouissement partiel des "dents de dragon"... Ces travaux doivent toutefois respecter une technique militaire. L'armée russe, elle, peut compter sur une excavatrice unique au monde, écrit le *Washington Post* (en anglais) : le BTM-3, capable de creuser 800 m par heure.



Un réseau de tranchées ukrainiennes dans un lieu non identifié de la région de Zaporijjia, le 17 mai 2023. (UKRINFORM)

L'Ukraine n'est pas en reste. A la mi-mai, le gouverneur régional de Zaporijjia, Oleksandr Staroukh, a fait visiter aux journalistes un dispositif défensif récemment mis en place. Celui-ci est censé laisser à distance l'artillerie russe, afin de prévenir des frappes sur la ville. *"Nous y travaillons depuis début mars, a-t-il commenté, cité par Ukrinform (en ukrainien). Les ingénieurs militaires ont fait équipe avec des conducteurs civils de bulldozers, et le résultat a été efficace."* Plus largement, toutes les régions ukrainiennes concernées creusent la terre, qui portera l'empreinte du conflit pendant des décennies.

« SUR LE CHAMP DE BATAILLE, LE DRONE DEVIENT UNE VRAIE ARME DE TERREUR. » INTERVIEW DE LUCAS LE BELL, PDG DE CERBAIR

mer. 3 mai à 16:58

Après Prelegens et Shark Robotics, rencontre avec une autre pépite de l'industrie de défense française : Cerbair. Fondée en 2015, la PME qui a quadruplé son chiffre d'affaires entre 2021 et 2022, conçoit et produit des systèmes de lutte contre les drones utilisés à des fins malveillantes. Son co-fondateur, Lucas Le Bell, revient sur sa vision de la lutte anti-drones, sur la difficulté de levée des fonds pour un industriel français de la défense et sur l'impact psychologique du drone sur le champ de bataille ukrainien.



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

EN 2015, VOUS LANCEZ CERBAIR AUX CÔTÉS D'OLIVIER LE BLAINVAUX. QUEL A ÉTÉ LE DÉCLIC ?

Le rejet de l'industrie bancaire dans laquelle je travaillais a été moteur. Je n'étais pas épanoui ! Depuis mon plus jeune âge, j'ai toujours voulu rejoindre l'armée ou travailler à son service.

En 2015, parallèlement à ma rencontre avec Olivier Le Blainvaux, sont intervenus les premiers survols de drones au-dessus de sites sensibles. Pour nous, c'était clair : le drone civil allait devenir le missile du pauvre. Nos échanges ont débouché sur la création de Cerbair, un projet noble – détruire des machines et sauver des vies - qui a vocation à transformer la sécurité et la défense de demain.

QUE VOUS APPORTE VOTRE EXPÉRIENCE DE LA FINANCE DANS LA GESTION D'UNE ENTREPRISE DE LA DÉFENSE ?

La macro-économie, les relations internationales, les actifs, les commodités, les valeurs, etc., sont des choses sur lesquelles je travaillais en finance de marchés et que je retrouve dans l'industrie de défense. Je continue de travailler au cœur d'un village mondialisé où il y a de nombreuses interconnexions.

L'industrie bancaire, avec ses chiffres et ses analyses, est assez nébuleuse pour la plupart des gens. J'en ai retenu l'esprit d'analyse, qui m'aide dans mon quotidien. Pour réussir dans la création d'une entreprise, il faut savoir agréger pas mal de choses et cela ne peut pas venir d'une même personne.

Il faut bien sûr une vision, une bonne exécution opérationnelle et être capable d'injecter "du carburant" dans la machine. Ce carburant, c'est l'argent ! Dans l'industrie de défense, il est difficile de lever des fonds. Avoir été "de l'autre côté de la table", savoir ce que recherchent les financiers, permet de mieux dimensionner son discours pour donner les moyens financiers à son entreprise.

AVEZ-VOUS RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS POUR VOS DIFFÉRENTES LEVÉES DES FONDS ?

Nous avons effectué trois opérations, pour un total de 10 millions d'euros - la dernière ayant été la plus importante (5,5M€, début 2020). Dans la deftech française c'est beaucoup, mais à l'international, ce n'est rien.

En France, récupérer des financements est compliqué : l'industrie de défense ne fait pas partie de notre culture. Ici, la guerre c'est forcément sale, et les financiers craignent de se retrouver dans des histoires d'argent sale, de trafic d'armes ou de rétro-commissions. Par ailleurs, les cycles de vente sont extrêmement longs. Chez Cerbair, par exemple, il faut en moyenne deux ans entre une première prise de contact et une première vente. Celle-ci passant souvent par la case POC (proof of concept) avant d'aboutir à une vraie phase de déploiement. Typiquement, ce processus est rarement compatible avec un financier qui veut un retour sur investissement (ROI) avec un facteur fois X en l'espace de trois, quatre ou cinq ans.

Historiquement, en France, les fonds d'investissements vont vers des marchés de grande consommation, à faible risque et donc beaucoup plus scalable. Ils préfèrent le marché du software parce que les coûts sont moins importants et qu'il n'y a pas d'outils industriels à mettre en place. C'est frustrant.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

À l'inverse, un pays comme les États-Unis n'a pas la même culture. La défense et la sécurité sont revendiquées : des marqueurs de leur Nation, de leur identité. Pour les Américains, être patriote est une grande fierté. Et la culture du risque est bien plus présente aux États-Unis, favorisant ainsi l'écosystème de défense américaine.

Les investisseurs américains ne sont pas fous. Ils sont prêts à tout perdre, mais quand ils s'engagent, ils le font pour gagner, pour être les numéros un. L'un des meilleurs exemples, qui fait rêver cette industrie de défense, est l'entreprise Anduril. Elle a un rythme de croissance absolument incommensurable pour des standards français.

ÊTRE DUALE DANS L'INDUSTRIE DE DÉFENSE, EST-CE UNE CHANCE ?

La dualité au sein de la lutte anti-drones (LAD) est un doux rêve. Notre marché est très majoritairement institutionnel (80-90%), avec des clients comme l'armée, la police ou les services pénitentiaires. Les sites industriels sont assez rares, pour une raison purement réglementaire. Nous ne pouvons pas vendre et nos utilisateurs (sites Seveso, OIV) ne peuvent pas déployer la plupart des technologies de LAD, en particulier les technologies dites de neutralisation (brouillage, contre-mesures électroniques).

On peut se demander pourquoi le verrou ne saute pas. Les autorités craignent de perdre le contrôle sur cette technologie qui, entre de mauvaises mains, pourrait créer beaucoup de désordre. Le problème, c'est qu'il y a des vulnérabilités sur de nombreux sites critiques. Je ne le souhaite pas, mais je crains qu'il faille une catastrophe pour que l'État, sous la pression, assouplisse la réglementation.

Regardons de nouveau du côté des États-Unis avec la proposition très pragmatique de l'administration Biden. À terme, les sites privés pourront acheter ces technologies dites réglementées, mais leurs opérations seront centralisées. En France, nous pourrions envisager cela avec la Préfecture de police de Paris, qui effectuerait un déclenchement à distance s'il y a intrusion.

HUIT ANS APRÈS SA CRÉATION, EST-CE QUE CERBAIR EST FINANCIÈREMENT STABLE ET RENTABLE ? EST-CE QUE VOUS PRÉVOYEZ UNE NOUVELLE LEVÉE DE FONDS ?

2022 a été une année absolument exceptionnelle. Grâce à cette année record et aux nombreux contrats cadres remportés en France et à l'international, l'entreprise devient enfin rentable avec de belles perspectives, à la fois de croissance et de maintien de cette rentabilité. Nous avons presque quadruplé le chiffre d'affaires entre 2021 et 2022.

Nous envisageons peut-être de faire une nouvelle levée de fonds à l'horizon 2024, pour venir chercher une pente de croissance dans un marché de la LAD encore en maturation. Il y a environ 250 entreprises positionnées sur la lutte anti-drones. C'est la foire d'empoigne et ça se transforme souvent en une lutte marketing avec des revendications un peu démentielles. Parmi ses 250 entreprises, un peloton de tête d'une vingtaine d'entreprises - dont Cerbair fait partie - se détache. Elles ont réussi à remporter des contrats, à avoir des succès opérationnels, à démontrer la viabilité de leur modèle économique en devenant financièrement stable. Les autres entreprises sont dans un "ventre mou" : elles sont en train de périliter, ou sont sur le point d'être rachetées par l'une des vingt entreprises qui tiennent le marché.



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Pour nous, il y a un danger intrinsèque à croître "à la papa", sans prendre ça en considération. Même si je ne pense pas qu'à la fin il y aura un winner-takes-all, une entreprise empochant tous les contrats à l'international, il faut que nous puissions jouer à armes égales, que nous dopions notre arsenal financier. Nous envisageons donc une opération de croissance pour un projet ambitieux qui dépasse même la lutte anti-drones et pour lequel, idéalement, nous chercherions un partenaire industriel français qui partage notre vision souveraine de la LAD : une technologie française protégeant les intérêts français. Mais s'il en va de la croissance et de la réussite de la société, nous ne nous interdirons pas de regarder à l'international.

COMMENT PASSER DE PME À ETI ?

Il y a deux leviers, un peu tabou, qui n'ont pas forcément reçu l'attention qu'ils mériteraient. Culturellement, nous sortons de plusieurs décennies de libéralisme, néo-libéralisme ou ultralibéralisme. Bien sûr, il faut éviter les situations monopolistiques qui mènent inévitablement à des abus, mais la compétition est nécessaire.

En réalité, le rythme de l'innovation réduit car il n'y a pas de prise de risque. Il faut éviter cela. La seule façon de créer des champions comme EDF, Airbus ou Thales, c'est de miser sur les PME. Il faut diriger l'économie, choisir ses champions, en nombre réduit, et mettre le paquet dessus. Cela doit passer par des investissements financiers, mais aussi - et c'est le second levier - par des prises de commandes. Il y a un effet kiss cool dans la commande que nous ne retrouvons pas dans le financier. Ce dernier injecte de l'argent en espérant qu'il rapporte. La commande, elle, va au-delà : elle apporte un retour opérationnel, des références clients et, surtout, servira de tremplin à d'autres.

Quand nous sommes à l'export, le prospect regarde la santé financière de l'entreprise, nos équipes, nos moyens mais surtout si nous avons équipé notre armée, le nombre de systèmes vendus, s'ils sont combat proven et ont empêché des attaques, etc. Le montant d'une levée de fonds ne définit pas une entreprise. Sur ce chemin de la crédibilité, une seule chose compte : la commande.

QUELLE EST LA PART À L'EXPORT DANS VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES ? QUELLES SONT VOS PERSPECTIVES À L'INTERNATIONAL ?

Il y a eu un recentrage important sur le marché français avec la période Covid-19. En 2022, nous avons fait entre 60 et 70% de notre CA en France. Avant la Covid, c'était plutôt l'inverse, avec près de 75 à 80% à l'export. Quand toutes les frontières se sont fermées, nous nous sommes pleinement mobilisés pour le marché français. Nous avons réussi à intégrer les grands marchés français de la LAD : le ministère de l'Intérieur, le ministère des Armées et le pénitencier. Toutefois, si nous voulons chercher de gros multiples de croissance et jouer des coudes avec les Américains, il faut que nous quittions la France pour trouver des relais de croissance commerciale sur des marchés plus étendus que le marché national. Je pense à l'Inde, à l'Indonésie ou encore aux États-Unis : des États avec une capacité budgétaire plus conséquente.

QUEL EST VOTRE SENTIMENT SUR L'ÉCONOMIE DE GUERRE ?

Je pense que l'État et le ministère des Armées sont sincères dans leurs intentions. Pour autant, une formulation ne suffit pas. Aujourd'hui, ce discours sur l'économie de guerre est dans une impasse. Tous les industriels de la BITD se disent prêts à prendre des risques mais ils veulent des gages, des garanties, pour ne pas s'en mordre les doigts avec un stock considérable, des pertes financières importantes et des licenciements inéluctables.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

QUELLE EST VOTRE VISION AVEC CERBAIR ?

Chez Cerbair, nous cherchons à démocratiser la maîtrise du spectre radio-fréquence pour dominer l'adversaire. La guerre électronique a été délaissée pendant plusieurs décennies. Depuis la fin de la guerre froide, nous avons été amenés à combattre principalement dans les milieux désertiques, face à des insurgés qui n'avaient pas ou peu de moyens technologiques (battle management system, communications, satellites). Aujourd'hui, avec ce qui s'est passé au Haut-Karabagh et depuis février 2022 en Ukraine, nous assistons à la résurgence de conflits de moyenne et haute intensité.

Aujourd'hui, notre adversaire, c'est la Russie. Demain, ce sera peut-être la Chine. Et quel est le point commun entre ces armées ? L'utilisation de technologies modernes qui transmettent, capturent, interceptent et interfèrent de l'information : le spectre radio-fréquence. Il a toujours été présent, mais avant, l'ennemi n'en avait pas une utilité profonde et dense. Depuis, les progrès en matière de hardware, la miniaturisation des composants électroniques ou encore la baisse des coûts de production, ont permis de très belles évolutions technologiques.

Avec le projet TITAN de l'armée de Terre, nous sommes au cœur de cette mutation du champ de bataille. Ce besoin de maîtriser les communications pour avoir la capacité de détecter, d'identifier et de localiser l'adversaire, de déterminer là où il est fort pour l'éviter, de savoir là où il est faible pour le frapper, d'interférer avec ses communications pour le désorganiser et protéger les nôtres, sera absolument décisif. Chez Cerbair, nous avons la conviction que la LAD est un sous-ensemble de cet appui électronique et de cette domination du spectre.

EN FRANCE, LES OPÉRATEURS D'IMPORTANCE VITALE (OIV) SEMBLENT EN RETARD SUR LA LUTTE ANTI-DRONES. POURQUOI ?

Les OIV français ont très bien compris le risque lié aux potentielles attaques de drones. Par exemple, les grandes entreprises du secteur de l'énergie ont réalisé des audits de sécurité, se sont intéressées à l'état de l'art de la technologie, ont effectué des démonstrations, ont préparé les appels d'offres et débloqué les budgets... Mais malheureusement, ils se heurtent à la réglementation.

À ma connaissance, aucune entreprise n'a pu obtenir une dérogation pour installer des contre-mesures électroniques. Il est impératif de faire évoluer cette réglementation afin d'assurer un maillage de protection suffisamment large pour protéger les intérêts français sur le territoire national.

COMMENT FORMEZ-VOUS VOS COLLABORATEURS À L'UTILISATION DE VOS SOLUTIONS, AINSI QU'À LA COMPRÉHENSION DES NOUVELLES MENACES ?

Notre processus d'apprentissage commence par la compréhension d'un drone, de ses usages, de la menace et de son évolution, etc. Nous avons une petite cellule au sein de Cerbair qui travaille sur ces sujets et parfois nous faisons appel à des consultants externes très pointus en la matière.

Nous avons également des collaborateurs qui font une veille sectorielle et technologique, parcourent les blogs spécialisés, cherchent de l'information auprès de hackers et de pilotes de drones – qui respectent ou non la loi – afin d'identifier les nouvelles menaces et comment les hackers pourraient contourner nos systèmes. Ce travail de veille est extrêmement important pour prendre l'information et agir dessus le plus tôt possible.



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

QUELLES SONT LES TENDANCES ÉMERGENTES DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE ANTI-DRONES AUXQUELLES CERBAIR EST ATTENTIF ? COMMENT VOUS PRÉPAREZ-VOUS À RELEVER LES DÉFIS FUTURS ?

Il y a un débat très animé sur l'évolution du drone, une tendance très naturelle et humaine que de forcer le trait, d'aller sur le terrain de la science-fiction. Certains imaginent un futur dans lequel des milliers de drones, totalement autonomes, seront organisés en essaims. C'est le mythe de la Machine prenant le pas sur l'Homme, s'affranchissant de tout contrôle et capable de vie et de mort sur nos concitoyens. Il y a du vrai et du moins vrai dans ces scénarios. Je pense qu'effectivement, les essaims sont l'avenir des attaques de drones, avec leur capacité à saturer et prendre le contrôle du champ de bataille.

Mais il faut distinguer l'autonomisation de l'automatisation. Car de notre point de vue - relativement peu partagé au sein de l'industrie - il y a une différence fondamentale entre ce que peut faire la technologie et ce que requiert l'opérationnel. Avoir une machine autonome, capable de suivre des points GPS, ne date pas d'hier. Dans les années 60-70, les Soviétiques ont expérimenté des drones de reconnaissance en profondeur qui avaient déjà la capacité d'exécuter plusieurs tâches. Mais ils ont rapidement cessé d'être utilisés. Une des raisons majeures, et c'est notre grille de lecture, c'est que l'opérateur a besoin de temps réel. La guerre en Ukraine l'illustre très bien. Selon certains experts, l'artillerie a causé près de 70% des pertes de ce conflit : le résultat d'un tandem artillerie-drone radiocommandé redoutable.

Les drones sont les yeux de l'armée ukrainienne. Cette technologie permet de déployer des yeux dans le ciel ukrainien pour observer et corriger un tir d'artillerie en temps réel et avec une finesse inégalée. Quand un pilote de l'Aerorozvidka utilise un drone bricolé, sur lequel est intégré une tête de RPG, pour frapper les chenilles ou le bloc-moteur d'un char, il le fait en vue subjective (First Person View) et en temps réel. C'est une opération de précision, les Ukrainiens et les Russes ayant un arsenal militaire similaire. Là où l'intelligence artificielle risquerait de provoquer des tirs fratricides, il est nécessaire d'avoir du jugement et surtout, il faut une responsabilité humaine dans cette prise de décision.

QUELS SONT LES AUTRES ENSEIGNEMENTS SUR CETTE UTILISATION DES DRONES EN UKRAINE ?

L'un des autres enseignements de cette guerre est le rapport aux drones qu'ont les troupes au sol, qu'elles soient ukrainiennes ou russes. Il suffit de regarder les petites vidéos qui fuient sur les réseaux sociaux : les troupes sont complètement dépendantes du drone. C'est leur assurance vie. Lorsqu'elles progressent, elles déploient leurs drones pour une petite reconnaissance, afin de s'assurer de ne pas tomber dans une embuscade. Des deux côtés de la ligne de front, il y a un vrai attachement de l'homme au matériel.

Ensuite, ce que nous pouvons voir, c'est l'impact psychologique du drone sur l'ennemi. Le drone devient une vraie arme de terreur. Sur certaines vidéos, dès que les Russes entendent le bourdonnement des pales d'un drone sans le localiser, ils se mettent en mouvement et courent dans n'importe quelle direction. Mais le drone ne les lâche jamais, il se balade en trois dimensions avec une aisance considérable, des capteurs toujours plus sophistiqués pour les observer, y compris de nuit. Les Russes n'ont jamais de répit. Ils ont du mal à dormir, leur niveau de stress est beaucoup plus important, donc ils performant moins bien au combat et ont du mal à tenir leurs positions. Cette épée de Damoclès volante est invivable.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Et lorsque l'on ajoute le rôle de l'artillerie, c'est dévastateur. Il y a beaucoup d'enseignements à tirer de l'utilisation des drones en Ukraine. C'est l'avenir du champ de bataille.

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE CERBAIR À L'HORIZON 2025 ?

Nous renouons avec l'hyper-croissance. Notre équipe d'une trentaine de personnes, qui était passée en mode défensif pendant la Covid-19, appuie sur l'accélérateur, avec pour objectif de passer à 70 collaborateurs d'ici 2025. Nous avons pour ambition de pénétrer de nombreux marchés stratégiques à l'export, comme le Moyen-Orient et l'Asie, qui sont nos principales priorités.

Côté recherche et développement, nous allons continuer d'innover avec nos partenaires industriels, que ce soit dans notre cœur d'activité ou dans des technologies de brouillage. Nous allons chercher de plus en plus à intégrer ces technologies de détection à des technologies de brouillage. Ce couple détection/brouillage, quand il est bien exécuté, a un potentiel considérable - et pas uniquement sur le segment LAD.

Et pour terminer, nous poursuivons l'intégration de nos technologies (Hydra 300) sur vecteur. Cerbair travaille étroitement avec Arquus sur le tourelleau Hornet Air Guard, avec Nexter sur véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), sur les navires de surface avec Naval Group, mais aussi sur les ballons captifs de A-NSE et sur hélicoptère aux côtés de la DGA Essais en vol (DGA EV).

AVEZ-VOUS UN LIVRE, QUI VOUS ACCOMPAGNE EN TANT QU'ENTREPRENEUR, À CONSEILLER À NOS LECTEURS ?

Dernièrement, j'ai écouté en audiobook *Le Choc des civilisations* (1997) de Samuel Huntington. C'est un livre visionnaire et d'une grande justesse, à l'aune des événements actuels. Cette vision d'un monde multipolaire et multi-civilisationnel - avec une partie du monde qui cherche à s'affirmer face aux concepts d'occidentalisation et de progrès, sur fond de montée en puissance de la Chine et de préparation du Choc des Titans - est passionnante. Ce livre me donne une autre manière de décoder le monde.

opexnews.fr

Guerre en Ukraine : Evguéni Prigojine, chef du groupe Wagner, dit vouloir céder ses positions à Bakhmout au dictateur tchéchène, Ramzan Kadyrov

Dans une vidéo publiée jeudi, le patron de Wagner avait menacé de quitter le front ukrainien si Moscou ne lui fournissait pas de nouvelles munitions à ses troupes. Article rédigé par franceinfo avec AFP France Télévisions

Publié le 06/05/2023 17:54

Evguéni Prigojine, chef du groupe paramilitaire Wagner, le 6 avril 2023, dans la région de Krasnodar, dans le sud de la Russie.

(TELEGRAM/ @CONCORDGROUP_OFFICIAL / AFP)





Evguéni Prigojine veut mettre ses menaces à exécution. Le chef du groupe paramilitaire Wagner a dit samedi 6 mai vouloir dit vouloir céder ses positions au dictateur tchéchène, Ramzan Kadyrov, et à ses troupes. Dans une vidéo publiée jeudi, le patron de Wagner avait menacé de quitter le front ukrainien si Moscou ne lui fournissait pas de nouvelles munitions à ses troupes.

"Je vous demande d'émettre un ordre de bataille sur le transfert, avant minuit le 10 mai, des positions du groupe Wagner aux unités du bataillon Akhmat dans la localité de Bakhmout et ses environs", a déclaré Evguéni Prigojine, dans une lettre adressée au ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, publiée par son service de presse. Le chef de Wagner précise faire cette demande "en raison d'une longue pénurie de munitions", accusant l'état-major de ne lui avoir fourni que 32% de celles demandées depuis octobre dernier.

Une "stratégie d'action" développée avec le Kremlin

Sur Telegram, Ramzan Kadyrov a affirmé dans la foulée que ses troupes étaient *"prêtes à avancer vers" Bakhmout. "J'ai déjà signé une lettre adressée au commandant en chef suprême sur la volonté de restituer la ville et de la nettoyer de l'Otab"*, a-t-il détaillé.

Sans préciser la réponse du Kremlin à la demande de Wagner, Ramzan Kaydrov a assuré avoir *"déjà commencé à développer [une] stratégie d'action avec le ministère de la Défense de la Fédération de Russie en tenant compte des tactiques ennemies et des ressources dont nous disposons"*.

La prolifération des drones civils militarisés en Ukraine : une école de guerre pour les états-majors occidentaux

mer. 10 mai à 11:50

La scène médiatique a hâtivement dépeint le drone Bayraktar TB-2 comme « l'atout aérien de Kyiv » pour lutter contre les incursions de l'envahisseur russe, surestimant au passage son efficacité militaire dans un conflit de haute intensité. Pour autant, « la guerre des drones » en Ukraine ne se limite pas aux TB-2 : elle met également en scène d'autres types de vecteurs civils utilisés à des fins militaires ayant produit des résultats tactiques notables dans les deux camps. L'amplification de la « dronisation » du champ de bataille déjà observée en Syrie et durant la guerre au Haut-Karabagh interpelle désormais par son ampleur. L'utilisation en Ukraine de drones civils militarisés et peu onéreux, sur un spectre de missions élargi, constitue l'un des marquants de l'évolution de la conflictualité aérienne.

Avec l'arrivée massive de ces drones légers sur le terrain militaire, l'équation technocapitaire de la guerre s'en trouve bouleversée. Les stratégies d'approvisionnement militaire entreprises depuis 2014 auront permis à Kyiv de faire preuve d'une grande flexibilité pour mieux exploiter les technologies civiles à des fins militaires et ainsi supplanter la Russie en qualité et en quantité sur ce segment. La capacité des forces armées ukrainiennes (FAU) à innover pour compenser la plus grande puissance de feu adverse est une leçon inspirante pour nos propres modèles d'armées.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

Compte tenu de l'expérience opérationnelle accumulée par les parties au conflit concernant l'utilisation de ces technologies non conventionnelles, il convient de tirer des recommandations au profit des forces armées occidentales pour qu'elles soient également en mesure de faire évoluer leur propre doctrine d'emploi des drones.

Depuis 2014, deux tendances en Ukraine et en Russie en matière d'armement aux lourdes conséquences stratégiques. Durant la première guerre du Donbass en 2014, les capacités aériennes de l'Ukraine avaient été fortement réduites par les systèmes antiaériens russes. Mais en ayant démontré toute l'étendue de leur capacité pour pallier les déficiences de renseignement, Kyiv a rapidement saisi que la conjugaison des modes d'emploi opérationnels des drones pourrait constituer un réel atout tactique. Pour ces raisons qui s'ajoutent au faible coût de production de ces plateformes, l'Ukraine a investi entre 2014 et 2022 dans le développement d'une industrie locale de drone tout en bénéficiant du soutien de plusieurs pays membres de l'OTAN pour améliorer ses infrastructures de défense. La remise sur pieds de l'armée de l'air ukrainienne est donc passée par l'acquisition d'un parc complet de systèmes aériens (drones d'attaque, tactiques, de contact, etc.) tout en se séparant d'une partie de ses chasseurs les plus anciens.

Huit ans plus tard, afin d'éviter que le potentiel aérien de son armée soit à nouveau mis à mal, Kyiv a fait preuve d'une souplesse tactique en combinant l'action de différents types de systèmes pour contester temporairement et localement la supériorité aérienne aux Russes. Selon plusieurs estimations, l'arsenal de drones non militaires des FAU avoisinait les 6 000 exemplaires durant l'été 2022. À cet égard, les drones constituent pour ces derniers, une réelle aviation légère de substitution.

Conscient du rapport de force qui lui était favorable dans le ciel (4 contre 1 pour l'aviation russe), le camp adverse a peu innové sur ce segment depuis la chute de l'URSS. Accusant un retard certain par rapport à ses compétiteurs occidentaux, l'intervention russe en Syrie a toutefois constitué un laboratoire pour l'emploi opérationnel des drones en mesure d'éclairer les faiblesses structurelles de l'industrie d'armement russe. Si le retour d'expérience syrien a permis au « ministère de la Défense (russe) (...) d'élaborer des exigences tactiques et techniques appropriées pour les drones », les multiples verrous technologiques ont persisté. Au cours de la décennie, Moscou a sensiblement renforcé sa composante aérienne en mettant l'emphasis sur la modernisation de ses chasseurs et d'autres aéronefs, mais a sous-investi en matière de drones : les sanctions occidentales déployées en 2014 ont par ailleurs durablement restreint les marges de manœuvre de Moscou pour l'acquisition d'optiques et d'éléments électroniques de fabrication étrangère pourtant essentiels à leur fabrication. À cela s'ajoute la difficulté pour le Kremlin de formuler des demandes industrielles claires et les multiples goulots d'étranglement pour les industriels russes les empêchant de respecter les délais de production. Ce phénomène est venu accentuer la dépendance envers les producteurs externes et par ricochet, le manque d'investissements en R&D en matière de drones. Par conséquent, l'absence d'une base industrielle nationale suffisante a pu produire un manque de confiance envers les technologies nationales dès le début du conflit.

Dans ce secteur précis, la transformation du conflit en une guerre d'usure n'est donc pas de bon augure pour Moscou. Rien que dans la famille des drones militaires russes Orlan, on dénombre plus de 140 destructions ou de captures confirmées.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Avec ce niveau d'attrition élevé, Moscou rencontrera des difficultés pour réparer ses drones en raison du renforcement de l'embargo sur les technologies critiques. Les situations de pénurie pourraient donc se multiplier dans les mois à venir si les MANPADS ou les systèmes à guidage laser offerts par les pays occidentaux à l'Ukraine continuent à jouer un rôle notable dans l'attrition des avions russes. L'achat de 2000 munitions programmées iraniennes de type Shahed met en exergue la volonté de Moscou de faire face à l'épuisement de ses stocks de missiles balistiques – à hauteur de 85% – grâce à des technologies rustiques et budgétairement accessibles.

Finalement, l'invasion de l'Ukraine en février 2022 semble avoir confirmé les choix capacitaires de Kyiv adoptés depuis 2014 en matière de puissance aérienne. La remontée capacitaire des FAU soutenue par les Occidentaux a permis de développer une approche holistique des drones et de pleinement exploiter la valeur ajoutée que représente un usage diversifié de ces derniers.

Avec les promesses non tenues de la campagne de suppression des défenses antiaériennes ennemies, la maîtrise de l'air par les Russes est largement contestée. Les forces aérospatiales russes (VKS) peuvent seulement se targuer d'obtenir une supériorité aérienne temporaire et locale. Le manque de coordination air-sol et le déficit d'engagement dans la 3ème dimension (une activité aérienne russe en dessous de l'activité minimale requise pour assurer une couverture crédible de l'espace aérien ukrainien) semblent être pour beaucoup dans l'incapacité de maintenir une bulle de protection imperméable face aux avions ukrainiens. Privé de cet atout essentiel et faisant face à des problèmes importants de ravitaillement logistique pour parer le désordre, la surprise et la confusion générés par les opérateurs de drones ukrainiens, les forces armées russes ont rapidement été exposées en basse couche à de nouvelles menaces. En mesure d'évoluer dans un environnement contesté, les drones de petite taille ukrainiens, et dans une moindre mesure russes, menant des opérations de renseignement et de harcèlement constituent la démonstration la plus éloquente de cette nouvelle donne sur le terrain militaire.

La convertibilité et l'adaptabilité du drone civil : un usage démultiplié valorisant la combinaison des plateformes de combat.

Ne dépassant généralement pas les 10.000 dollars et en étant disponibles librement dans le commerce, les micro-drones sont mis en œuvre directement sur le terrain par des opérateurs humains. Entre l'obtention de renseignements, la préparation d'embuscade, la désignation de cibles pour l'artillerie et la réalisation d'une traque des mouvements de troupes et du décollage des chasseurs, ces drones semblent permettre une large extension de l'éventail des potentialités.

La portée de ces avions peut atteindre plusieurs kilomètres, voire plusieurs dizaines de kilomètres pour les plus endurants. Ils peuvent également voler à très haute altitude et en toute discrétion. Grâce à leur moteur électrique, ces drones n'émettent aucune chaleur et une très faible signature acoustique. Dès lors, ils sont difficilement perceptibles, ce qui réduit de fait drastiquement la probabilité d'interception.

Beaucoup de MANPADS (Stinger, Strela, etc.) utilisés lors des affrontements en Ukraine doivent accrocher leur cible en infrarouge pour atteindre la source de chaleur identifiée. Ces engins électriques échappent donc au MANPADS les moins sophistiqués.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

En produisant une signature réduite vis-à-vis des différents capteurs, ces drones civils permettent de retarder la détection d'un appareil par les radars des défenses adverses, et ce à moindre coût – une furtivité aérienne dans une version low-cost à certains égards.

Bien que la défense anti-aérienne russe est une référence en la matière, la capacité de certains drones ukrainiens à pénétrer dans des bulles de protection temporaire questionne sur la résistance des dispositifs de déni d'accès. Par exemple, pour une région qui ne dépasse pas la Bretagne en termes de superficie, la Crimée possède plus de moyens de défense sol/air que sur l'ensemble du territoire métropolitain français. Cette très forte concentration induit plus globalement une destruction de 90% des drones employés par les FAU. Mais il s'avère que plusieurs de ces engins parviennent tout de même à pénétrer les défenses aériennes avancées pour « frapper marginalement le territoire russe » et la Crimée. Ainsi, malgré un taux d'interception très élevé, ces drones commerciaux permettent de créer des brèches de sécurité dans les systèmes de défense ennemis et obligent la Russie à « consacrer des capacités à la défense de ses sites ».

En plus de mettre à l'épreuve les capacités de détection des radars les plus évoluées, les drones altèrent les calculs coût-bénéfice des opérations. À mission égale, le coût global de déploiement et d'entretien des drones est bien inférieur à celui d'une grande majorité des autres aéronefs. Et pour rappel, le prix moyen d'un missile anti-aérien avoisine plusieurs centaines de milliers d'euros. À l'unité, un missile anti-aérien MISTRAL de conception française coute 169.000 euros. Compte tenu du faible prix d'un drone civil, une protection totale de l'espace aérien épuiserait rapidement les stocks de missiles sol/air et engendrerait un coût insoutenable pour les deux camps. Il semble que « des drones très différents peuvent avoir à remplir des missions identiques comme des modèles identiques peuvent avoir à remplir des missions très différentes ».

L'étroit maillage mis en place grâce au MANPADS et autres systèmes de défense antiaérienne ukrainiens a permis d'intercepter 85% des drones iraniens SHAHED 136. Si le taux d'interception est bien plus élevé qu'au début du conflit (environ 30%), il s'avère qu'il y a bel et bien pénétration dans la défense multi-couches ukrainienne. L'utilisation massive de drones sur le terrain militaire crée une configuration où l'équilibre entre l'offensive et la défensive et la balance économique sont souvent à la faveur des moyens offensifs. Autre preuve de « l'adaptabilité dans les concepts opérationnels d'emploi », ce différentiel se creuse encore davantage lorsque ces engins sont transformés en arme de guerre.

Les drones civils militarisés : un rôle de destruction au centre de la techno-guérilla Entre des grenades fixées à l'aide de gobelet sur des drones commerciaux, à l'utilisation d'imprimante 3D pour rajouter des bombes antichars sur des drones octocoptères, rien ne laissait présager que le détournement des moyens civils low-cost permettrait d'accroître significativement les capacités militaires des parties au conflit. C'est chose faite, désormais, « les drones deviennent des systèmes d'attaque à part entière ». Lorsque ces drones se sont révélés être en mesure de menacer de manière permanente les unités d'infanterie mobiles et les lignes logistiques, la pratique s'est rapidement répandue à presque l'ensemble des unités ukrainiennes.

Accusant également un train de retard dans cette sous-catégorie des drones civils militarisés, les forces armées russes ont rapidement réagi durant l'été 2022 en investissant dans « la professionnalisation des opérateurs » de drones.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Toutefois, la Russie peine à rattraper un savoir-faire opérationnel développé par des groupes de défenseurs civils ukrainiens depuis 2014. Le cas de l'unité Aerorozvidka est sûrement l'exemple le plus probant en matière d'intégration du volontariat militaire et des technologies civiles au sein de l'armée ukrainienne. L'expérience opérationnelle acquise durant huit ans de combats sporadiques au Donbass permet aujourd'hui à cette escadrille de mener des opérations aéroterrestres plus ambitieuses dans le cadre de la techno-guérilla qui se joue en Ukraine. Tout en s'adossant à un centre de renseignement alimenté par l'OTAN, l'unité Aerorozvidka use des forces aériennes irrégulières et des technologies budgétairement accessibles pour cartographier en temps réel les mouvements ennemis. Cette escadrille est finalement symptomatique de la capacité des FAU à faire preuve d'agilité et d'inventivité. Élément qui semble trancher avec la rigidité de la chaîne de commandement russe.

Le rôle majeur des drones dans le cadre de la guerre psychologique / informationnelle.

En plus de revêtir un caractère hautement technologique, l'emploi des drones et de leur caméra embarquée s'est avéré très utile dans le cadre de la guerre informationnelle et psychologique qui se joue en parallèle des combats. La menace permanente des drones a un effet profondément déstabilisateur sur le moral des troupes en installant un climat de terreur. Sur le volet informationnel, la capture d'images qu'ils réalisent permet une communication décentralisée largement relayée sur les réseaux sociaux. Les gouvernements ukrainiens et russes pourraient, grâce à ces images, opter pour de vastes campagnes de désinformation en mesure de revivifier la bataille des perceptions.

Repenser les stratégies d'approvisionnement : vers un nouvel arbitrage entre l'exigence de masse opérationnelle et la supériorité technologique. Entre le renforcement de la lutte anti-drone, l'acquisition de ces systèmes par des acteurs non étatiques et l'enjeu de l'attrition pour les stratégies de défense, cette guerre des drones à grande échelle soulève un ensemble de risques sécuritaires dont la prise en compte doit être une priorité stratégique pour les États-majors occidentaux. Le phénomène de massification des drones bon marché préfigurera les conflits de demain, mais contrairement au conflit au Haut-Karabakh, les drones ne constituent pas le fait aérien principal en Ukraine puisque leurs actions sont également combinées avec celles de plateformes aériennes plus traditionnelles. À cet égard, la résilience de FAU contre ce qui a été décrit comme « le rouleau compresseur » russe nous permet d'ores et déjà de tirer plusieurs enseignements pour développer des contre-mesures adéquates.

Développer des systèmes intégrés de lutte anti-drone moins onéreux.

Sur le volet défensif, le maillage et la superposition de couches offrent un niveau de protection supérieur pour traiter l'ensemble des menaces dans la 3ème dimension. En s'inspirant des contre-mesures moins coûteuses développées par la Russie, nos modèles d'armées devront investir dans le développement de plusieurs systèmes de défense pour éviter d'être démunis face à cette menace toujours plus furtive et évolutive. Quant au regain d'intérêt des FAU pour les canons antiaériens de courte portée de type « Flak » datant de l'époque soviétique, il rappelle les dangers de « sur-spécifier » et de perfectionner à tout prix les systèmes d'armement dans le cadre de la lutte anti-drone. Pour lutter contre la grande disparité des modèles de drones et des modes de guidage, hybrider l'action des systèmes de défense aérienne anciens et modernes est tout aussi pertinent que combiner l'action du civil et du militaire sur le volet offensif. Un réseau de défense antiaérienne intégré n'a pas uniquement besoin de technologies de pointe récentes pour être efficace, surtout lorsque les drones opèrent à basse altitude et dans le cadre d'attaques saturantes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Du fait de la dépendance des drones au spectre électromagnétique, la guerre électronique menée par la Russie s'est également relevée efficace pour « générer une énorme attrition des drones ukrainiens », mais elle a également présenté des faiblesses notables en produisant l'effet de ces systèmes sur ses propres troupes. De surcroît, la portée des systèmes de brouillage reste limitée. Loin de constituer une solution permettant d'obtenir un dôme de fer impénétrable, pour la protection de nos zones sensibles, les systèmes de brouillage électromagnétique pourraient être une réponse adaptée pour rompre la liaison GPS entre le drone et l'opérateur humain lorsqu'il y en a une.

Pour un meilleur accompagnement de nos forces sur le terrain, les fusils anti-drones opérant comme des brouilleurs directionnels, les armes à énergie dirigée laser/micro-ondes et les drones intercepteurs et brouilleurs sont autant de moyens de défense intégrés qui méritent une attention particulière de la part des armées. Concernant la défense surface/air, le développement de mini-missiles antiaériens à courte portée et la production en grand nombre de systèmes de canon rapide (artillerie sol/air) en mesure de traiter les attaques saturantes rendraient la lutte anti-drone tenable sur le plan économique.

Accroître l'interopérabilité des systèmes offensifs par l'intégration des drones à l'échelon opératif

Sur le volet offensif, il doit en être de même. Puisque le drone ne constitue pas une arme miracle, son utilisation combinée dans les manœuvres pourrait être appréhendée comme un vecteur privilégié pour accélérer l'intégration multi-milieux / multi-champs. De surcroît, les drones s'intègrent parfaitement dans une « manœuvre par la lassitude » décrite par le général Beaufre puisqu'ils font peser « une menace disproportionnée par rapport aux moyens investis ». Pour parvenir à un tel effet de saturation, opter pour une synchronisation des effets de divers systèmes pour maximiser les résultats sur le terrain militaire est une nécessité. À l'instar de la dronification, la vulgarisation des technologies civiles risque de rétablir une certaine parité au profit de nos compétiteurs. Le renforcement de l'approche combinée permettra d'être proactif face à l'obsolescence programmée de la suprématie aérienne. La performance des drones de petite taille est démultipliée s'ils sont déployés en complément des moyens de guerre électronique et de défense sol/air. Cette approche permettra de prendre en compte les limites de ces technologies et leur incapacité à traiter des objectifs plus durcis ou les missions qui s'inscrivent dans la profondeur et dans la durée.

Si les bénéfices des systèmes autonomes et téléopérés (SA) ne sont plus à prouver pour les États-majors occidentaux, l'expérimentation de ces dispositifs semble se cantonner aux unités tactiques. Lorsque l'on regarde dans le détail des récentes commandes pour les armées françaises, le renforcement capacitaire des forces terrestres dans ce segment semble marginal. L'atout opérationnel qu'ils représentent et leur coût maîtrisé devraient conduire à une démocratisation des drones dits « consommables » à l'ensemble des forces conventionnelles. La création d'unités mixtes permettrait de réaliser des objectifs militaires sans mobiliser la totalité de ses moyens militaires traditionnels. À condition que la conciliation de l'exigence de masse et de la supériorité opérationnelle soit respectée et que les multiples verrous technologiques soient dépassés (difficultés liaisons, renforcement des capacités de gestion et de mobilités, etc.).

Suivre de près les innovations technologiques et le dynamisme du secteur privé Les récentes évolutions en Ukraine ont largement démontré que la dichotomie simplificatrice entre les drones civils et militaires n'est plus pertinente.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Étant donné que les avancées scientifiques liées à la miniaturisation des drones se situent également en dehors du monde militaire, l'écosystème du secteur privé constitue un véritable foyer d'innovation en mesure d'inspirer les forces armées. Une veille technologique constante est donc nécessaire pour rester informé des évolutions sur les marchés publics de la défense. La lenteur des règles bureaucratiques au sein de l'appareil militaire pourrait amener plusieurs armées à ne plus être en mesure de suivre les développements dans ce secteur qui se produisent en Ukraine et ailleurs. Tandis que de nombreux pays – comme les États africains qui constituent le plus grand marché en émergence pour ce type de capacités – et des acteurs non étatiques qui se situent en dehors du marché de l'artillerie lourde pourraient rapidement intégrer en grand nombre des micro-drones dans leurs concepts d'opérations, si ce n'est pas déjà le cas.

L'adoption d'une approche technologique à coût maîtrisé : Rompre avec la quête de la polyvalence totale pour nos modèles d'armée La question de l'adaptation rapide de nos armées à cette nouvelle donne stratégique reste entière. Alors que le concept d'économie de guerre fait un retour fracassant sur la scène politique et médiatique, les États européens en sont encore loin avec en moyenne 2% de leur PIB alloué à la défense (environ 40% durant la Seconde Guerre mondiale). Néanmoins, il semble que les États-majors occidentaux souhaitent s'y préparer. La montée en cadence de la production d'armement, qu'illustre parfaitement la problématique de la prolifération et de la lutte contre les drones malveillants, nécessite de traduire les conséquences de la guerre en Ukraine en actes et en « contrats concrets ». Au-delà des effets d'annonce et des pressions exercées sur les industriels de défense, un véritable recalibrage de l'ensemble de l'outil productif (chaîne d'approvisionnement, fournisseurs, ressources humaines, etc.) est impératif pour une remontée en puissance en mesure de redonner une épaisseur qualitative à nos armées sans une inflation budgétaire démesurée. Un « renoncement assumé en termes d'innovations » et le passage à un mélange de capacités de haute technologie et d'appareils plus rustiques pourraient amener nos armées à privilégier certains matériels comme les drones consommables.

Conclusion

Engagés dans des opérations à haut risque dans le cadre d'un conflit majeur, les drones civils militarisés ont su trouver leur place entre les aéronefs conventionnels et les forces terrestres. Et pour cause, leur faible coût permet une économie des ressources considérables tout en faisant peser une menace physique et psychologique constante sur les troupes au front ou à l'arrière.

L'acquisition d'une large panoplie de drones permettrait-elle de conjurer la prédiction de Norman Augustine concernant l'envolée des coûts des avions de combat ? S'ils ne sont pas en mesure de remplacer les systèmes d'armes existants, ces drones dits « sacrificiels » sont aujourd'hui capables de redonner de la masse aux forces aériennes, de renforcer les capacités d'observation des petites unités d'infanterie et de transformer la dynamique de l'espace aérien inférieur tout en optimisant l'emploi d'autres plateformes d'armement existantes. Tout ceci, à condition d'être engagés dans des opérations multi-domaines avec les autres milieux et champs grâce à un C2 (command and control) agile et adaptatif. Pour toutes ces raisons, le potentiel militaire et l'effet combiné des petits drones devront être intégrés rapidement dans les stratégies d'acquisition des armées occidentales afin de créer des modèles capacitaires mixtes en mesure de s'adapter à « l'extension des domaines de la conflictualité ». L'inventivité et la souplesse tactique des FAU les conduiront finalement à reconsidérer une augmentation significative des achats de drones civils pour les échelons militaires inférieurs.



Les « actions hostiles » visant l'industrie de l'armement se multiplient, selon la Direction de la sécurité de la Défense

mar. 16 mai à 10:36

Alors qu'il est désormais question « d'économie de guerre », les projets européens de taxonomie, qui visent à classer les entreprises selon leur impact sur l'environnement et des critères sociaux, pourraient contrarier davantage l'accès des industriels de l'armement au crédit. Crédit que, par ailleurs, de plus en plus d'établissements financiers rechignent à leur accorder, en raison de règles de conformité réglementaire [compliance] très strictes... et, parfois, de pressions de la part de certaines ONG.

« La taxonomie est une réalité de plus en plus pressante. Le léger assouplissement lié au choc de l'invasion russe n'a pas empêché un retour à la tendance : on continue à pointer du doigt l'industrie de défense comme non durable. Cela touche le financement mais aussi, plus largement, l'ensemble des acteurs susceptibles de participer à l'industrie de défense », a ainsi récemment expliqué Emmanuel Levacher, le Pdg d'Arquus, lors d'une audition au Sénat.

Visiblement, cette situation est loin de déplaire à tout le monde. « Derrière la taxonomie se cachent des représentants d'intérêt, essentiellement à Bruxelles, qui nous nuisent directement, et qui sont financés par des puissances, supposément amies ou non. [...] Nous sommes, là aussi, victimes de notre naïveté », a en effet affirmé le sénateur Pascal Allizard, lors de l'examen en commission d'un rapport sur le soutien de la politique de la défense.

Ces « représentants d'intérêt », le député Christophe Passard les a évoqués dans un rapport sur le financement de l'économie de guerre. « Compte tenu du lobbying intense dont les institutions européennes font l'objet, l'image et les intérêts de la défense doivent être mieux défendus à Bruxelles », a-t-il écrit.

Cela étant, et outre les difficultés potentielles de financement, la Base industrielle et technologique de défense [BITD] française fait face à d'autres « actions hostiles », comme l'a souligné le général Philippe Susnjara, le patron de la Direction du renseignement et de la sécurité de la Défense [DRSD – service de contre-espionnage et de contre-ingérence, ndlr], lors de son audition à l'Assemblée nationale dans le cadre de l'examen du projet de Loi de programmation militaire [LPM] 2024-30.

Pour les années à venir, la DRSD a identifié quatre axes d'effort, dont l'adaptation, en matière de contre-ingérence, aux nouvelles conflictualités liées notamment à la Chine et à Russie, la montée en puissance du « cyber », la prévention du terrorisme et de la radicalisation et la protection des entreprises de la BITD, lesquelles font face à une « forte progression des actions hostiles ».

« Les tentatives de prédation et de déstabilisation de la base industrielle et technologique de Défense se sont multipliées.



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Elles prennent la forme d'ingérences légales, au travers des normes et de la réglementation, ou extralégales, avec, par exemple, des attaques contre la réputation d'une entreprise concourant à un marché, des captations d'informations, l'affaiblissement d'un concurrent etc », a expliqué le général Susnjara.

« L'augmentation du budget de la défense et la mise en avant des matériels occidentaux aiguissent certains appétits. Dans ce domaine, la Chine représente la menace principale : elle agit dans de nombreux secteurs, pas uniquement celui de la défense, et se montre particulièrement intrusive dans la recherche », a-t-il poursuivi. En clair, il s'agit ni plus ni moins que d'espionnage industriel...

« Nous devons nous montrer vigilants sur les normes et les réglementations, notamment anglo-saxonnes, car la Chine et d'autres pays souhaitent se doter de moyens importants en la matière », a ajouté le général Susnjara, en soulignant la coopération étroite de la DRSD avec Tracfin et la Direction générale de la sécurité intérieure [qui a repris la mission de contre-espionnage de l'ex-Direction de la surveillance du territoire].

Ces « actions hostiles » ne visent pas seulement les grands groupes... Mais aussi – et sans doute surtout – leurs sous-traitants et fournisseurs, qui, connus pour posséder des savoir-faire particuliers, peuvent constituer un maillon faible. « À cet égard, notre objectif est de se doter d'un outil utilisant la cartographie en 3D et la technologie des jumeaux virtuels pour disposer d'une meilleure vision de l'ensemble des installations et d'une connaissance en temps réel et à jour de nos niveaux de protection », a précisé le général Susnjara.

S'agissant de la contre-ingérence informationnelle, la DRSD s'attache à déterminer dans « quelle mesure certains acteurs peuvent attaquer la réputation d'une entreprise et divulguer de fausses informations, par exemple pour l'empêcher d'obtenir un marché », a continué son directeur.

« Une petite cellule suit ces dossiers, notre objectif étant, dans l'année qui vient, de nous brancher sur ceux, dans la sphère institutionnelle ou industrielle, qui mènent déjà des actions très intéressantes. Les grands groupes font déjà de la veille informationnelle, mais pas forcément dans leur chaîne logistique. Comme pour le cyber, il peut y avoir des attaques contre les petites entreprises, qui sont des maillons de cette chaîne, pour contourner la protection que déploient les grandes sociétés », poursuivi le général Susnjara.

Enfin, les entreprises de la BITD seraient également susceptibles de faire l'objet d'actes hostiles en lien avec le contexte politique et sociétal français.

« Nous suivons l'ensemble de la radicalisation, qui se développe malheureusement dans la société actuelle », a dit le DRSD. « Nous suivons la présence de l'ultradroite au sein des armées, mais il n'y a pas de sujet particulier. Nous prenons les mesures d'entrave, en lien avec le commandement, lorsqu'elles sont nécessaires. Et nous agissons de la même façon avec l'islam radical », a-t-il expliqué.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Le problème ne se pose pas dans les mêmes termes avec l'ultragauche. Avec celle-ci, a développé le général Susnjara, « nous avons plutôt affaire à des gens qui pourraient viser la BITD ou les institutions de l'extérieur : là, nous travaillons de manière coordonnée avec les autres acteurs du renseignement ».

opex360.com

Les nouvelles armes de la Russie

La pandémie de coronavirus et l'invasion de l'Ukraine ont mis en exergue les relations d'interdépendance économique entre la Russie et l'Europe. En coupant le robinet du gaz, la Russie a utilisé l'arme énergétique pour peser sur les économies européennes. De la même manière, les pays occidentaux ont privé la Russie d'accès aux technologies occidentales — par exemple pour les semiconducteurs.

Un mois après le déclenchement de l'agression armée russe contre l'Ukraine, Josep Borrell, le responsable de la diplomatie de l'Union européenne, écrivait dans ces pages : « L'une des leçons de la guerre en Ukraine est que l'interdépendance économique ne peut à elle seule garantir notre sécurité. Au contraire, elle peut être instrumentalisée contre nous ».

Pour les États européens, la guerre en Ukraine a servi de révélateur : bâti sur l'idée que les interdépendances sont bénéfiques, le projet européen n'avait ni conceptualisé ni anticipé l'instrumentalisation croissante des interdépendances — énergétiques, alimentaires, financières, technologiques et cognitives.

Or cette guerre accélère l'instrumentalisation des interdépendances, tant par les pays occidentaux que par la Russie — et son partenaire, la Chine. On peut esquisser cinq tendances de long terme :

En matière énergétique, le pari russe de couper le gaz à l'Europe s'est avéré contreproductif. L'hégémonie russe dans le secteur pétro-gazier va décliner au cours des décennies à venir.

La sécurité alimentaire sera mise à l'épreuve en raison de l'instrumentalisation par la Russie de l'arme céréalière, notamment dans les pays émergents.

Dans le champ de la finance, on assiste à une montée en puissance de mécanismes financiers alternatifs, lesquels mettent en péril l'efficacité des sanctions occidentales.

Le champ technologique a mis à nu les faiblesses de la Russie en matière d'innovation, sans que la Chine constitue une solution de recours pour Moscou.

Enfin, l'influence numérique et cognitive devient un des théâtres de la guerre et le volet informationnel prend une importance majeure.

L'étude de la notion d'interdépendance est américano-centrée. Dans les travaux des universitaires américains Henry Farrell, Abraham Newman¹ et Daniel Drezner², l'instrumentalisation des interdépendances s'observe au niveau des réseaux mondiaux qui offrent un levier à certains pays. Ils étudient ce phénomène à travers l'exemple des sanctions américaines contre l'Iran et du transfert transatlantique des données³. L'économiste Dani Rodrik a, lui, abordé cet enjeu sous l'angle des pressions qu'exercent les interdépendances sur la démocratie et la souveraineté des États.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Définir la notion d'interdépendance est ardu. La traduction de weaponization — militarisation ou arsenalisation — induit une signification militaire des rapports d'interdépendance. Par contraste, le concept d'« instrumentalisation des interdépendances » consacre une logique de coercition tous azimuts sur l'ensemble du spectre de la contrainte — militaire mais aussi juridique, financière, économique, alimentaire, technologique, informationnelle, logistique...

L'instrumentalisation des interdépendances peut être définie comme une stratégie agressive visant à affaiblir un adversaire en utilisant les liens d'interdépendance économique tissés, souvent de longue date, entre deux pays. Les vecteurs de la mondialisation (flux financiers, technologiques, exportations de matières premières agricoles et énergétiques, mais aussi réseaux informationnels) sont utilisés comme des armes.

Selon cette théorie, les mesures économiques coercitives — comme les sanctions — ne sont plus un substitut à la guerre mais son prolongement. L'objectif est d'assécher les ressources qu'un ennemi peut mobiliser pour le combat et donc d'alourdir le fardeau de la guerre à partir de la dimension économique. Il s'agit également d'affaiblir le moral de la population adverse afin de miner sa combativité et son soutien au gouvernement. L'instrumentalisation des interdépendances opère ainsi un brouillage entre les notions de guerre et de paix⁵.

Énergie : le pari russe de couper le robinet du gaz à l'Europe a été contre-productif. La dépendance européenne aux hydrocarbures russes est un exemple classique d'interdépendance. Jusqu'à 2022, l'Union européenne importait de Russie environ 50 % du gaz et 25 % du pétrole⁶ qu'elle consommait. La dépendance allait dans les deux sens : le secteur de l'énergie représente un tiers du PIB russe, la moitié des recettes fiscales et 60 % des exportations. Dans le domaine gazier, la dépendance russe au marché européen était quasiment totale jusqu'à 2022 : en effet, les gazoducs russes sont tournés vers l'Europe — à l'exception du gazoduc Power of Siberia, qui sert le marché chinois.

Le choix russe de couper le robinet du gaz à l'Europe a marqué un tournant. Du point de vue russe, cette stratégie visait à infliger le maximum de dommages économiques à l'Union européenne, en faisant le pari que cette décision entraînerait une pénurie de gaz, une forte inflation et des récessions importantes. Cette stratégie s'est doublée d'un volet informationnel dans l'objectif d'affaiblir le soutien des populations européennes aux choix de leurs décideurs⁷ — maintien voire durcissement des sanctions, recherche d'autres fournisseurs énergétiques. Les récits russes ont placé l'accent sur les responsabilités des dirigeants européens dans la survenue d'une crise énergétique hivernale⁸ et sur le supposé empressement des pays européens à suivre la position des États-Unis.

Le pari russe s'est avéré contre-productif. En dépit de prévisions alarmistes, les économies européennes ont mieux résisté que prévu⁹. En s'illustrant comme un fournisseur d'énergie peu fiable, l'attitude de Moscou a convaincu les dirigeants européens de prendre des mesures jusqu'alors inconcevables, telles qu'un embargo sur les importations de pétrole russe. En outre, l'Union européenne accélère sa transition énergétique, développe rapidement des terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) et diversifie ses sources d'approvisionnement en énergie. Il paraît peu probable que la Russie redevienne un jour un fournisseur d'hydrocarbures pour l'Europe, abandonnant par là un levier d'influence et s'obligeant à reconstruire un réseau de partenaires.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

En effet, privée du marché européen, la Russie doit aujourd'hui trouver d'autres débouchés pour exporter ses hydrocarbures. Moscou ne rencontre pas de difficultés majeures pour exporter son pétrole. Depuis mi-2022, l'Inde, la Chine et d'autres pays émergents ont augmenté leurs importations de pétrole russe. Le fait que le pétrole puisse être acheminé par des navires russes échappant à tout contrôle¹⁰ — et donc aux sanctions occidentales — facilite considérablement les choses. Contrairement à une idée reçue, Moscou n'offre cependant pas de rabais sur ses exportations de pétrole à Pékin¹¹.

Mais le Kremlin fait face à une situation autrement plus difficile pour ce qui concerne ses exportations de gaz. Celles-ci requièrent la construction d'infrastructures complexes et coûteuses et la conclusion de contrats de long terme. La visite en mars de Xi Jinping à Moscou a révélé le peu d'intérêt, du côté de Pékin, pour une hausse des approvisionnements chinois en gaz russe¹². La Chine n'a pas donné suite aux sollicitations russes pour la construction d'un nouveau gazoduc (Power of Siberia 2) reliant la Russie à la Chine. Cela n'est pas surprenant : elle est déjà sur-approvisionnée en GNL¹³ et veille à ne dépendre d'aucun fournisseur d'hydrocarbures — et ce à plus forte raison que la Russie s'est illustrée comme un fournisseur peu fiable. À long terme, la Russie a probablement perdu sa capacité à instrumentaliser ses exportations d'énergie. Le changement climatique entraînant une baisse de la demande mondiale d'hydrocarbures au profit des énergies renouvelables, ce phénomène s'en trouve accentué.

Sécurité alimentaire : la Russie utilise l'arme céréalière pour avancer ses intérêts. Depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie utilise l'arme céréalière pour avancer ses intérêts. Cette stratégie comporte deux volets. Tout d'abord, Moscou instrumentalise les approvisionnements mondiaux en céréales¹⁴ — tant en laissant peser des doutes sur sa volonté et sa capacité à exporter son blé qu'en bloquant le transit maritime des exportations ukrainiennes de céréales — à elles deux, la Russie et l'Ukraine produisent 30 % du blé mondial. On est ici dans l'instrumentalisation d'une interdépendance pleine et entière, dénuée de scrupules et dont les effets sont particulièrement ressentis par les populations. Ensuite, le Kremlin ajoute une couche informationnelle à cette instrumentalisation, en avançant — à tort — l'idée que ce sont les sanctions qui l'empêchent d'exporter ses céréales. Selon ce narratif, populaire en Afrique subsaharienne, ce seraient donc les pays occidentaux qui affameraient la planète.

Les risques d'insécurité alimentaire semblent pour l'instant contenus. Sous l'égide de la Turquie et de l'ONU, la Russie a en effet consenti mi-2022 à conclure un accord permettant le transit des céréales russes et ukrainiennes vers les pays en voie de développement, particulièrement dépendants de la Russie. Des incertitudes demeurent cependant quant à la viabilité de cet accord¹⁵, qui doit être renouvelé tous les 60 jours¹⁶ — offrant à la Russie des opportunités régulières d'obtenir des concessions de la part des pays occidentaux.

Les effets de l'instrumentalisation russe des interdépendances énergétiques se font également sentir dans le domaine alimentaire : la production d'engrais, particulièrement énergivore, pâtit en Europe — notamment en Allemagne¹⁷ — de la hausse du coût de l'énergie consécutive à la décision russe de cesser ses exportations de gaz.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Il paraît difficile d'imaginer que les pays émergents pourront un jour se passer de céréales russes. Le Kremlin dispose là d'un atout pour faire pression sur les pays occidentaux en menaçant de cesser ses exportations de céréales — et donc d'affamer les pays en voie de développement. Le risque de troubles sociaux, par exemple en Égypte — un importateur majeur de blé russe¹⁸ —, n'est pas à écarter si la Russie mettait ses menaces à exécution. Cette situation est d'autant plus explosive que les pays émergents font actuellement face à une situation économique difficile avec une forte inflation (alimentée à la fois par la hausse des cours des matières premières consécutive à la guerre en Ukraine et par la remontée des taux directeurs de la Fed, qui pèse sur les monnaies des pays émergents), un ralentissement de l'économie mondiale et un fort niveau d'endettement depuis la crise du Covid-19 (lequel limite les marges de manœuvre budgétaires).

À long terme, les effets du changement climatique renforceront les conséquences de l'arme alimentaire : les phénomènes climatiques extrêmes — sécheresse en Europe, incendies aux États-Unis, fortes moussons, retour du phénomène El Niño en 2023¹⁹, etc. — couplés à l'augmentation de la population mondiale, représentent un risque pour la sécurité alimentaire globale. La Russie ne manquera pas de continuer à utiliser cette arme — c'est d'ailleurs peut-être la plus puissante dont elle dispose aujourd'hui. Cette stratégie illustre un mouvement international vers des mesures protectionnistes dans le domaine agricole : en 2022, l'Indonésie a temporairement imposé un embargo sur ses exportations d'huile de palme afin de pallier une pénurie domestique.

L'adaptation au changement climatique, nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire, donnera une carte supplémentaire à la Russie. Le pays est en effet un producteur de premier plan de minerais — 14 % de la production mondiale²⁰. Moscou dispose de réserves substantielles de cuivre et de nickel, deux minerais nécessaires à la transition énergétique mondiale. Compte-tenu des velléités russes d'utiliser l'arme alimentaire, une instrumentalisation de « l'arme minérale » n'est pas exclue.

Finance : depuis 2014, la Russie fait de l'« indépendance » financière une priorité. L'efficacité des sanctions occidentales repose sur l'hégémonie des systèmes financiers occidentaux, tels que Swift, qui relie toutes les banques internationales entre elles. La prééminence du dollar²¹ — et dans une moindre mesure de l'euro — dans les échanges internationaux offre un levier supplémentaire aux pays occidentaux. La dépendance russe vis-à-vis des mécanismes financiers occidentaux était, jusqu'à l'annexion de la Crimée en 2014, totale. Celle-ci exposait tout particulièrement Moscou aux sanctions occidentales — la Russie étant un exportateur d'énergie, ses échanges commerciaux étaient majoritairement libellés en dollar américain.

La situation a changé en 2014 lorsque le Kremlin a pris conscience que cette dépendance constituait une faiblesse et fait de l'indépendance financière une priorité. Depuis cette date, la Russie a enclenché une phase de dédollarisation de son économie, tant par le biais de la conclusion de swaps de devises — qui permettent de commercer dans des monnaies autres que le dollar ou l'euro, par exemple avec la Chine et l'Inde — que par une reconstitution de ses réserves de change²² — au détriment du dollar américain et au bénéfice du yuan et de l'or, qui ne peuvent tomber sous le coup de sanctions internationales. Malgré les ambitions de Moscou, cette dédollarisation à marche forcée demeure difficile — en effet, le dollar américain demeure la monnaie de référence pour le commerce des matières premières, dont la Russie est un fournisseur majeur. Fin 2022, la Russie libellait toujours la moitié de ses transactions commerciales en dollar ou en euro²³.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

La tendance de long terme est cependant claire : au cours de l'année 2022, la part des transactions russes libellée en roubles a triplé en 2022 pour atteindre 34 %. La part des échanges en yuan a bondi à hauteur de 16 %, contre 0,5 % un an auparavant. En forçant Moscou à réorienter ses exportations d'hydrocarbures vers l'Asie, l'embargo européen sur les importations de pétrole russe devrait accélérer cette tendance.

À moyen terme, la montée en puissance de mécanismes financiers non-occidentaux, tels que CIPS²⁴ (l'alternative chinoise à Swift) et les monnaies numériques de banques centrales (comme le e-yuan²⁵) vont bousculer le paysage financier international. La Russie suit le leadership de la Chine dans ce domaine : Pékin a compris depuis longtemps que la maîtrise des normes et standards internationaux — y compris dans le domaine financier — conditionne la puissance économique, et donc géopolitique²⁶. Grâce à ces mécanismes, la Chine se dote d'une capacité à la fois défensive — au cas où elle serait coupée de Swift, comme l'Iran l'a été en 2012²⁷ — et offensive : à terme, Pékin pourrait par exemple exiger que les entreprises internationales utilisent CIPS pour opérer sur le marché chinois. La Chine pourrait décider de priver des pays entiers d'accès à son marché et ses chaînes de production manufacturières – une stratégie en tous points similaire à celle des sanctions américaines.

À long terme, l'indépendance financière de la Russie (et de la Chine) va entraîner une fragmentation du paysage financier international. Si les pays sous sanctions peuvent réaliser des transactions sans avoir recours aux outils financiers occidentaux, alors les sanctions financières pourraient devenir inefficaces²⁸. Ce mouvement prendra plusieurs décennies mais il semble irréversible et créera de nouvelles dépendances vis-à-vis de Pékin pour ceux, comme Moscou, qui embrasseront les mécanismes financiers chinois.

Technologies : les mesures occidentales ont mis à nu les faiblesses de la Russie. Les pays occidentaux ont adopté une série de mesures afin de couper la Russie des principaux circuits mondiaux d'approvisionnement technologique. Celles-ci ont revêtu plusieurs formes : premièrement, des contrôles visant les exportations occidentales de certaines technologies, en particulier duales — à usage civil et militaire. Ces mesures ciblent par exemple l'accès de la Russie aux semi-conducteurs occidentaux. Les systèmes de missiles russes Iskandr et Kalibr²⁹ fourmillent en effet de semi-conducteurs de pointe qui recourent à des technologies occidentales. Compte-tenu de l'utilisation intensive de ces systèmes d'armement par les forces armées russes, Moscou éprouvera des difficultés à reconstituer ses stocks de missiles.

Deuxièmement, les pays occidentaux ont imposé des sanctions financières afin de brider les circuits de financement des acteurs technologiques russes. Ces mesures visent particulièrement l'industrie énergétique et le secteur militaire³⁰. Cependant, la tendance au respect pointilleux des règles de conformité fait qu'aucune banque occidentale ne financerait probablement plus une entreprise russe de premier plan dans un autre secteur.

Troisièmement, les sanctions individuelles visent des individus, dont les avoirs européens et/ou américains sont gelés et les déplacements vers les pays occidentaux contraints. Ces mesures entachent la réputation de la personne concernée et limitent ses contacts avec les ressortissants des pays occidentaux — souvent pourvoyeurs d'innovation. Mi-2022, Arkady Volozh³¹, cofondateur et PDG de Yandex, le concurrent russe de Google, a ainsi été visé par des sanctions personnelles.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Le phénomène d'overcompliance et la peur du risque réputationnel démultiplient les effets de toutes ces mesures : la plupart des grands acteurs technologiques internationaux, comme Apple, Microsoft, Intel, Samsung, Ericsson, Qualcomm ou TSMC ont suspendu leurs activités en Russie³² — même quand elles restaient légales — laissant les entreprises locales sans alternative technologique nationale.

À court terme, les sanctions technologiques révèlent les dépendances de la Russie. Les pays occidentaux souhaitent entraver le fonctionnement du secteur militaro-industriel russe en limitant l'accès de Moscou aux technologies de pointe et aux composants indispensables. À titre d'exemple, l'industrie de défense n'a pu livrer que vingt du char de nouvelle génération T-14 Armata³³ à l'armée de Terre russe en 2021. Missiles hypersoniques, avions de combat et munitions de précisions font partie des armements de nouvelle génération que la Russie est désormais incapable de produire en masse.

À moyen terme, la Russie éprouvera des difficultés à surmonter l'asphyxie de son secteur technologique. L'échec de la politique de substitution aux importations (post-2014) — à l'exception du domaine alimentaire — illustre un soutien étatique modeste à l'écosystème technologique national et un manque de spécialistes qualifiés. L'émigration des forces vives du secteur des nouvelles technologies amplifie l'effet des sanctions. Les statistiques³⁴ russes — probablement sous-estimées — évaluent à 100 000 le nombre de spécialistes informatiques — soit 10 % des actifs du secteur — qui ont quitté la Russie depuis février 2022.

Il paraît peu probable que Pékin trouve une formule magique pour surmonter ces difficultés. Alors qu'elle fait elle-même face à des restrictions pour ses importations de semi-conducteurs, la Chine privilégiera ses propres intérêts avant la relation avec Moscou³⁵. Les entreprises chinoises Lenovo et Xiaomi se sont retirées du marché russe pour éviter de subir les sanctions secondaires américaines. Huawei, présent en Russie depuis plus de deux décennies, maintient le flou sur la continuité de ses projets — construction des réseaux 5G russes, financement de laboratoires de R&D, etc. Enfin, au premier semestre 2022³⁶, aucun investissement chinois en Russie n'a été réalisé dans le cadre du projet des « Nouvelles routes de la soie », dont le volet technologique est substantiel.

Influence cognitive : la désinformation comme nouveau théâtre de la guerre L'entremêlement des réseaux médiatiques et numériques a fait de la suprématie informationnelle un enjeu des interdépendances. La diffusion de récits est devenue un élément central de la guerre³⁷, avec deux enjeux : le maintien des opérations sous le seuil de l'agression ouverte et la mobilisation des populations. Ces objectifs généraux n'empêchent pas des tentatives de manipulations ciblées³⁸ — par exemple pour discréditer des individus considérés comme gênants. Celles-ci sont éventuellement aidées par les réseaux sociaux³⁹, qui permettent d'atteindre un plus grand nombre d'individus.

L'enjeu de ces opérations se situe au-delà de la seule réception de l'information : il s'agit d'altérer les mécanismes de compréhension du monde réel et de prise de décision pour déstabiliser ou paralyser un adversaire⁴⁰. Agir sur le cerveau de l'ennemi doit ainsi permettre de semer un doute permanent en entretenant un relativisme à tout crin ou de ralentir les processus de décision — par exemple durant les premières heures de la réponse ukrainienne à l'invasion russe.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

L'interdépendance cognitive permet le foisonnement d'un mercenariat de l'influence numérique. La Russie recourt de plus en plus à des intermédiaires pour mener sa guerre informationnelle, notamment via certains pays d'Afrique subsaharienne francophone. L'implication de Wagner en Centrafrique, au Mali⁴¹ ou au Burkina Faso⁴² s'est renforcée depuis l'agression russe de l'Ukraine et, au-delà d'opérations militaires, implique un volet informationnel. Le retrait par la France de la mission Barkhane au Mali avait déjà signalé la capacité qu'à Wagner d'agiter le sentiment antifrançais et de mobiliser les foules locales sur les réseaux sociaux. Pour propager les discours pro-russes et antifrançais, Wagner a recours à des acteurs locaux, qui sont rémunérés pour faire la promotion des intérêts russes.

Plus qu'une approche défensive — pour empêcher les pays émergents de rallier les positions occidentales sur l'Ukraine —, la stratégie russe est offensive : il s'agit de courtiser les pays émergents, au sein desquels le ressentiment envers les puissances occidentales est déjà bien installé, par le biais de multiples leviers d'influence — notamment médiatiques, mais aussi vaccinaux durant la crise du Covid-19⁴³ ou financiers par le biais d'investissements⁴⁴.

Du côté russe, la grammaire de la subversion renouvelle les modes opératoires utilisés depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Le choix des mots pour désigner l'ennemi s'est révélé inefficace sur la scène internationale. Le vocabulaire employé par les Autorités russes pour justifier l'invasion — une « jungle nazie et toxique » à Kiev responsable d'un supposé « génocide » à l'encontre des populations russophones du Donbass — a eu pour objectif de saisir et de gêner l'adversaire afin de parasiter les débats. Ce ton affranchi de tout complexe a capté l'attention médiatique pendant la phase initiale de l'invasion. Cependant, sur la durée, il s'est révélé contreproductif étant donné l'outrance des propos tenus.

Côté européen, l'extension des champs de la conflictualité vers l'information et les perceptions est plus finement appréhendée avec le recul pris par rapport à de précédentes opérations d'influence — Brexit, élection américaine de 2016, MacronLeaks en 2017⁴⁵, etc. En suspendant en mars 2022 les médias d'État russes RT et Sputnik⁴⁶, l'Union européenne a tari les moyens de projection médiatiques du Kremlin. La décision européenne a toutefois eu pour effet de refaçonner les outils de l'influence numérique russe. L'application de messagerie instantanée Telegram est ainsi devenue un canal indispensable⁴⁷ à la communication du pouvoir russe en même temps qu'un prolongement du théâtre des opérations. La structure par canaux de cette application⁴⁸ en fait un outil particulièrement adapté à la communication de masse : l'écosystème informationnel russe et pro-russe s'y montre particulièrement actif⁴⁹, échappant à toute modération de ses contenus.

La guerre en Ukraine va entraîner une recomposition profonde des chaînes de valeur énergétiques, alimentaires, financières et technologiques. Sur le plan informationnel, le conflit va creuser la polarisation des sociétés européennes, certaines lignes de faille étant déjà exploitées par la Russie et la nébulosité de ses soutiens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

Un découplage des économies russe et occidentale paraît quasiment certain. En réponse à cette scission, la Russie courtisera de façon croissante la Chine — notamment dans les domaines énergétique et technologique, où ses faiblesses sont patentes — et les pays émergents — notamment par le biais de l'arme alimentaire et dans l'objectif de fragiliser la position des démocraties occidentales.

La Russie dispose de deux leviers principaux : l'arme alimentaire et le volet informationnel — le second pouvant d'ailleurs nourrir le premier. Répondre à ces enjeux nécessitera un effort européen ferme et coordonné. Cependant, l'émergence d'un tel effort se heurte aux divisions européennes sur le bien-fondé d'une « autonomie stratégique ». La Russie ne manquera pas d'attiser ces divisions — qui contribuent à ses intérêts.

SOURCES

Farrell H., Newman A., « Weaponized Interdependence : How Global Economic Networks Shape State Coercion », *International Security*, 44 (1), p. 42-79.

Drezner D., Introduction. The Uses and Abuses of Weaponized Interdependence, in Drezner D., Farrell H., Newman A. (dir.), *The Uses and Abuses of Weaponized Interdependence*, Brookings Institution Press, 2021, p. 1-16.

Farrell H., Newman A., *Of Privacy and Power : The Transatlantic Struggle Over Freedom and Security*, Princeton University Press, 2019.

Rodrik D., Nations et mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé, La Découverte, 2008.

Leonard M., *The Age of Unpeace : How Connectivity Causes Conflict*, Penguin, 2022.

Imbach R., « Quel est le niveau de dépendance des pays européens au gaz et au pétrole russe ? », *Le Monde*, 1er avril 2022.

« Russie : l'économie face aux sanctions », Radio France, 28 janvier 2023 « Quels effets ont les sanctions économiques contre la Russie ? », Rfi, 9 décembre 2022.

Perspectives de l'économie mondiale, FMI, Avril 2023.

« How Russia dodges oil sanctions on an industrial scale », *The Economist*, 29 janvier 2023.

Babina T., Hilgenstock B., Itskhoki O., Mironov M. et Ribakova E., « Assessing the Impact of International Sanctions on Russian Oil Exports », SSRN, 1er mars 2023.

« Explainer : Does China need more Russian gas via the Power-of-Siberia 2 pipeline ? », Reuters, 22 mars 2023.

Fickling D., « Why China Keeps Pulling the Rug on Putin's Pipeline », Bloomberg, 23 mars 2023.

« How the invasion of Ukraine will spread hunger in the Middle East and Africa », *The Economist*, 12 mars 2022.

Russie : révélations sur ces militaires français sous influence - jeu. 11 mai à 15:38

ENQUÊTE - Alors que la guerre fait rage en Ukraine, certains officiers français montrent une fascination, plus ou moins assumée, pour la Russie poutinienne. De Saint-Cyr à l'ambassade de France à Moscou, révélations sur plusieurs affaires embarrassantes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

En ce doux mois de septembre 2019, deux hommes se retrouvent à Stresa, sur les rives du très chic lac Majeur (nord de l'Italie). L'un, Lionel L., est un lieutenant-colonel de l'armée de terre française, en poste sur la base de l'Otan à Lago Patria, près de Naples. L'autre, Iouri A., est un agent du redoutable service de renseignement militaire russe, le GRU. Dans le viseur du contre-espionnage occidental depuis une opération menée en Autriche au début des années 2010, l'espion est arrivé quelques jours plus tôt en Italie, accompagné de sa fille d'une vingtaine d'années. Une bonne couverture, songe-t-il probablement. Loupé: le rendez-vous, de deux heures et demie et effectué en partie en russe, est immortalisé par les photos prises par les services italiens. Il marque en tout cas la fin de la partie pour l'officier français, sous la surveillance de la DRSD (Direction du renseignement et de la sécurité de la défense, la contre-ingérence militaire) depuis plusieurs mois. Lionel L. est interpellé le 17 août 2020, et entendu par la DGSi.

Des documents classifiés ont-ils été transmis? L'officier, artilleur de formation, jure le contraire. "Mon client n'aurait pas dû accepter de rencontrer cette personne, certes, mais il ne lui a communiqué aucune information", assure son avocat, Antoine Beauquier. Les enquêteurs retrouveront tout de même un téléphone et trois clés USB fournis par l'agent du GRU dans la salle de bain napolitaine du militaire. Le contre-espionnage français envisage également un temps, que Lionel L. ait pu remettre des documents à Moscou via un prêtre orthodoxe avec qui il a déjeuné au printemps 2020 dans les environs du Mans. Cette piste sera ensuite écartée. Des documents confidentiels du Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) où le Français a officié au début des années 2000, relatifs au système ferroviaire hexagonal, seront aussi retrouvés dans sa maison en banlieue parisienne. Une faute qui relèverait surtout de la négligence, selon les enquêteurs.

"Les Américains nous ont mis une pression de dingue"

Entre le lieutenant-colonel et la Russie, l'histoire d'amour est ancienne. Dans les années 1980, ce catholique fervent, russophone et russophile, avait décroché une licence de slavistique (étude des langues slaves) à la Sorbonne, avant de réussir le concours de Saint-Cyr. L'artilleur, 57 ans, avait poursuivi sa carrière comme attaché de défense au Kazakhstan de 2014 à 2016, avant d'être envoyé à l'Otan. Libéré début 2022 et sous contrôle judiciaire, Lionel L., mis en examen pour "livraison à une puissance étrangère d'informations portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation", attend désormais la fin de l'instruction, et un éventuel procès. Sa défense assure que le quinquagénaire a contacté plusieurs mois après sa rencontre avec Iouri A., deux amis au sein de la DRSD pour signaler l'approche du Russe.

Au sein de l'État, l'affaire irrite au plus haut point. "Sans présager de sa culpabilité et d'une éventuelle livraison de documents à la Russie, il est consternant de voir un officier de ce niveau se montrer aussi vulnérable", observe un haut fonctionnaire au fait de ce dossier sensible. D'autres s'étonnent du manque de célérité des autorités à traiter un cas identifié depuis des mois. "On a avancé parce que les Italiens, et surtout les Américains, nous ont mis une pression de dingue sur cette affaire qui menaçait l'OTAN", reconnaît une source au sein des services français.

Cas isolé? Ou reflet d'une porosité de certains officiers tricolores face à l'influence russe? Alors que la guerre en Ukraine fait rage et que Vladimir Poutine a clairement désigné l'Occident comme l'ennemi numéro un de son pays, la question de l'influence de Moscou au sein des armées apparaît ultrasensible pour le ministère des Armées.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

"Les sympathies pro-russes dans les armées, c'est un peu le sujet tabou, sur lequel on jette un voile pudique, résume Olivier Schmitt, professeur au Center for War Studies (CWU) de l'université du sud Danemark. Il y a un réflexe atavique de protection de l'institution, mais le phénomène existe bel et bien, avec une frange, notamment au sein de l'armée de terre, très minoritaire mais structurée."

Les "russo-béats"

Dans la sphère pro-russe, il y a d'abord la partie émergée de l'iceberg: une brochette d'officiers de deuxième section (à la retraite), qui ne cachent pas une certaine sympathie, quand ce n'est pas un soutien total, pour la Russie. On y trouve des signataires de la fameuse "tribune des généraux" de 2021, comme Dominique Delawarde, Antoine Martinez et Christian Piquemal, mais aussi des personnalités telles que le général Jean-Bernard Pinatel, vice-président du think tank pro-russe Geopragma, qui suggérait en 2016 de "s'allier à la Russie et faire disparaître l'Otan". Un gradé dans les services nuance leur influence. "Une bonne partie de ces retraités sont ce qu'on appelle des 'général quart de place', des colonels qui ont été nommés généraux à leur retraite [et qui bénéficient donc des 75% de réduction SNCF offerts aux officiers généraux, NDLR], assure-t-il. Il ne faut pas surestimer leur influence ou leur représentativité."

Mais il y a aussi une partie souterraine, plus discrète, mais bien présente: des profils pro-russes, "russo-béats" selon le terme adopté par la contre-ingérence, au sein même de l'armée d'active. "Il y a une réelle fascination pour le régime poutinien chez certains officiers français, notamment des profils traditionnalistes violemment anti-américains et anti-Otan, assure le vice-amiral Patrick Chevallereau, ancien chef de la division "Euratlantique" au commandement stratégique de l'OTAN à Norfolk (Etats-Unis). Ces petites musiques relativistes, qui ferment les yeux sur les crimes russes et le fait que la France est une cible pour Moscou, instillent le doute dans l'institution. On ne se bat pas bien si on est habité par le doute.

...

https://www.challenges.fr/entreprise/defense/russie-revelations-sur-ces-militaires-francais-sous-influence_853283

Russie-Afrique. Les directives européennes n'ont eu aucun effet sur Wagner - mar. 30 mai à 11:30

Entretien - Début mai, les députés français ont adopté une résolution appelant à inscrire le groupe paramilitaire russe Wagner sur la liste des organisations terroristes. Jusque-là, les mesures prises à l'encontre de cette entité proche du Kremlin et active dans plusieurs pays africains n'ont pas freiné ses ambitions. Explications avec Jelena Aparac, ancienne experte de l'ONU sur le mercenariat.

Le 9 mai 2023, une résolution demandant à la France et à l'Union européenne (UE) d'inscrire l'entité paramilitaire russe Wagner sur la liste des organisations terroristes a été adoptée à l'unanimité par les députés français. Le texte s'appuie sur les informations actuellement disponibles quant aux activités de ce groupe, que son patron, Evgueni Prigojine, un homme d'affaires proche de Vladimir Poutine, présente comme une société militaire privée (SMP), mais qui n'a toujours pas, à ce jour, d'existence légale.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

La guerre en Ukraine a fourni l'occasion à M. Prigojine de s'afficher aux côtés de ses mercenaires, dont plusieurs milliers sont actuellement déployés sur le front russe. En Afrique, Wagner est notamment présent en Libye, au Soudan, en Centrafrique et au Mali.

La résolution de l'Assemblée nationale rappelle que « le groupe Wagner a pris une part active aux opérations ayant eu lieu du 27 au 31 mars 2022 dans le village de Moura, au Mali, et ayant fait au moins 300 morts, dont une grande majorité de civils » – un chiffre en deçà du bilan établi par l'ONU quelques jours plus tard : dans un rapport publié le 12 mai 2023, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme fait état d'« au moins 500 individus, y compris une vingtaine de femmes et sept enfants », exécutés par les Forces armées maliennes et les hommes du groupe Wagner entre le 27 et le 31 mars ; les enquêteurs ont également établi qu'au moins 58 femmes et jeunes filles avaient été victimes de viols et/ou de violences sexuelles durant cette opération.

La résolution française ajoute « que l'armée française est régulièrement la cible de campagnes et d'opérations de désinformation commanditées par le groupe Wagner, à l'instar du charnier artificiel qu'il a créé près de la base militaire de Gossi en avril 2022, dans le but d'accuser faussement les troupes françaises ». Le texte dénonce les « vastes campagnes de désinformation ciblant de multiples pays d'Afrique afin de déstabiliser les gouvernements en place, comme récemment au Niger contre le président, M. Mohamed Bazoum ».

Il ne faut « pas sous-estimer l'importance symbolique d'une telle désignation, ni le caractère dissuasif qu'elle pourrait avoir vis-à-vis des États qui seraient tentés par un recours » à cette société, a indiqué la ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna. Portée par le député Benjamin Haddad (Renaissance, parti présidentiel), la résolution pourrait aussi être un moyen de mettre la pression sur des pays qui se sont rapprochés de Wagner sans avoir officiellement conclu un quelconque accord. Mais plusieurs questions se posent après cette initiative, et notamment celle-ci : quelles pourraient être les répercussions réelles d'une telle décision si l'entité paramilitaire était classée comme une organisation terroriste par la France et par l'UE ? Le point avec Jelena Aparac, qui fut pendant cinq ans, et jusqu'à récemment, membre du groupe des experts de l'ONU sur le mercenariat.

« LE STATUT DE WAGNER RESTE VAGUE »

Michael Pauron : Une société militaire privée (SMP) peut-elle être assimilée à un groupe terroriste ?

Jelena Aparac : Une SMP est en principe enregistrée dans un registre des sociétés. C'est une entité commerciale aux activités identifiées. Elle offre des services à caractère militaire sur un marché légalement constitué. Cela dit, une SMP peut tout à fait dépasser les limites de la légalité et offrir à certains de ses clients, sur le marché parallèle, des services dont les actes pourraient être qualifiés de terroristes. Une même entité peut être les deux à la fois. Tout comme une SMP peut compter dans son personnel à la fois des militaires et des mercenaires.

Michael Pauron : À quelle catégorie appartient Wagner ?

Jelena Aparac : Le statut de Wagner reste vague, nous manquons d'informations légales pour qualifier cette entité. Nous n'avons jamais obtenu d'éléments prouvant son enregistrement sur un registre officiel.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

Au regard du droit russe, les sociétés militaires privées sont interdites, tout comme le mercenariat. Wagner ne peut donc pas, en principe, être enregistré en Russie comme une SMP. Il y a bien eu des tentatives de modifier la législation russe pour autoriser les SMP mais, pour l'instant, elles n'ont pas abouti. Juridiquement, au regard des faits, Wagner n'est donc pas une société.

Nous avons systématiquement interrogé l'État russe sur le statut de Wagner et sur son organigramme – qui dirige Wagner ? –, mais nous n'avons jamais eu de réponse claire. La Russie a toujours formellement nié son existence. Les autorités ont toujours affirmé que les SMP sont interdites par la législation et qu'elles n'ont aucune connaissance de l'existence de Wagner. Certes, les positions publiques ont changé récemment : Evgueni Prigojine s'est affiché comme le chef de cette entité paramilitaire, notamment en Ukraine. Néanmoins, il peut bien déclarer Wagner comme étant une SMP, du strict point de vue du droit, cela reste à prouver.

Michael Pauron : Si Wagner n'a pas d'existence juridique, avec qui les États « clients » contractent-ils ?

Jelena Aparac : Il y a des structures légales très complexes qui se mettent en place dans les pays d'accueil avant le début des opérations de Wagner. Elles permettent l'arrivée des mercenaires et le fonctionnement du groupe paramilitaire. On constate également des accords bilatéraux entre les pays d'accueil et la Russie, au niveau des ministères de la Défense. Mais dans ces accords bilatéraux, aucune mention n'est faite de Wagner. En Centrafrique, ces sociétés enregistrées localement sont par exemple Sewa Security, qui offre des services de sécurité, mais aussi Lobaye Invest, spécialisée dans l'extraction des ressources naturelles. Ces sociétés écrans sont liées à une personne, de nationalité russe et appartenant à la galaxie d'Evgueni Prigojine. Les liens financiers avec les opérations militaires sont évidents.

Quoi qu'il en soit, les États pourraient difficilement contracter directement avec Wagner. D'abord parce que ce groupe n'a pas d'existence légale, et ensuite parce que, politiquement, c'est un sujet très sensible au regard de toutes les controverses qui entourent son existence. Toutefois, le fait que Wagner n'ait pas d'existence légale permet aux États (que ce soit la Russie ou le pays d'accueil) de ne pas être officiellement responsables de ses activités – et de ses éventuelles exactions.

« CETTE DÉCISION ENVERRAIT UN MESSAGE FORT »

Michael Pauron : Si la France et l'Union européenne inscrivaient le groupe Wagner sur la liste des organisations terroristes, qu'est-ce que cela changerait ?

Jelena Aparac : La résolution du Parlement français n'est pas contraignante et s'applique en France, et non aux pays qui recourent aux services de Wagner. Mais, si elle était suivie d'effets, cela enverrait un message fort. Par exemple, si la France avait connaissance qu'un État opérait avec une entité considérée comme une organisation terroriste, cela pourrait impacter leurs relations bilatérales. Sur le long terme, cela pourrait créer une base légale qui permettrait, si les conditions juridiques étaient réunies, de poursuivre les employés et les responsables de Wagner mais aussi toutes les personnes qui travaillent ou qui ont des relations contractuelles et financières avec Wagner et ses membres.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

Michael Pauron : Des procès pourraient-ils être organisés ?

Jelena Aparac : Pour cela, il faudrait collecter des preuves au-delà de tout doute raisonnable en France et éventuellement dans d'autres États. Cela nécessiterait la collaboration avec d'autres autorités comme, par exemple, le procureur en Libye, les enquêteurs en Centrafrique ou au Mali... Ce serait très compliqué. Je doute fortement qu'il y ait bientôt des procès mais, symboliquement, le message est important : il faut que les abus de Wagner cessent.

Michael Pauron : Et au niveau européen ?

Jelena Aparac : Il y a déjà eu des directives européennes, mais qui n'ont eu aucun effet sur les opérations de Wagner. S'il y en avait d'autres, ça pourrait de nouveau envoyer un message et, peut-être, faire réfléchir certains acteurs quand ils contractent avec des hommes d'affaires russes.

Michael Pauron : Certains actes de Wagner pourraient-ils être qualifiés de « terroristes » ?

Jelena Aparac : Tout dépend de la législation. Le droit international n'a jamais qualifié juridiquement le terrorisme, car les États n'arrivent pas à se mettre d'accord. Le droit français contient une définition du terrorisme¹, mais encore faut-il que les tribunaux français soient compétents pour juger les actes de Wagner et que les éléments de preuves soient réunis.

« UN ENJEU STRATÉGIQUE SE JOUE SUR LE CONTINENT »

Michael Pauron : Cette résolution française n'a-t-elle pas pour objectif, aussi, de mettre la pression sur les États africains qui font partie de son champ d'influence historique et qui se sont récemment rapprochés de la Russie ? On pense par exemple au Burkina Faso, où les militaires français ont été sommés de partir en début d'année...

Jelena Aparac : Il ne fait aucun doute que ce texte s'inscrit dans une stratégie plus large qui concerne notamment le continent africain. Certains États africains ont choisi de coopérer militairement et économiquement avec d'autres États et d'autres acteurs que la France, et c'est leur choix souverain. Mais, concernant la collaboration avec le groupe Wagner, la France leur envoie un message fort avec cette résolution. Ce message est aussi adressé à ceux qui envisagent une collaboration avec le groupe paramilitaire. C'est une forme de réponse à la propagande anti-française et anti-occidentale mobilisée par Wagner chaque fois que ce groupe s'implante dans un pays africain. Mais j'ai bien peur que les sanctions réelles ne se répercutent pas sur le groupe Wagner, qui a une longue expérience et une stratégie désormais bien rodée, mise en place depuis des années en Ukraine, en Syrie, au Soudan, en Libye, en Centrafrique, au Mali...

Michael Pauron : Wagner est soupçonné d'entraîner des rebelles tchadiens en Centrafrique, à la frontière avec le Tchad. L'armée française est historiquement implantée dans ce pays. Si les paramilitaires russes sont considérés comme des terroristes, cela peut-il faire évoluer les règles d'engagement des armées françaises et tchadiennes dans cette zone ?

Jelena Aparac : A priori, non. Quels que soient les acteurs qui leur font face, les armées ont des obligations issues du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Les militaires connaissent les règles de droit international sur les conflits armés. Ils doivent les respecter et les faire respecter.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

Michael Pauron : Il y a régulièrement des rumeurs quant à la présence d'Africains dans les rangs de Wagner. Qu'en est-il ?

Jelena Aparac : Nous avons des informations sur la présence de Syriens, notamment en Centrafrique. En Libye, il y a eu des mercenaires tchadiens et soudanais, mais dans chacun des camps qui s'affrontent dans ce pays, et pas spécialement dans les rangs de Wagner. Il y a des déplacements des unités de différentes nationalités, selon les besoins opérationnels de Wagner. Mais en Ukraine, par exemple, nous avons juste constaté le recrutement d'un Africain qui était en prison en Russie. Les contingents de Wagner en Ukraine sont d'abord russes.

Michael Pauron : On parle beaucoup de Wagner en Afrique. Mais qu'en est-il du recours aux SMP de manière générale aujourd'hui ?

Jelena Aparac : Dans le monde, on constate la multiplication des acteurs non étatiques. Il y a une augmentation des SMP/SSP [société de sécurité privée] dans les conflits armés. En conséquence, ceux-ci deviennent plus intenses et durent plus longtemps car ces acteurs contribuent à un renforcement des opérations militaires des différentes parties prenantes. L'Afrique est bien sûr concernée. En 2020, la Libye était un exemple frappant : on a beaucoup parlé de Wagner, mais il y avait aussi des sociétés militaires privées turques qui recrutaient des Syriens et les emmenaient en Libye.

afriquexxi.info

Afrique du Sud : les masquent tombent, Pretoria renforce sa coopération militaire avec Moscou

ven. 26 mai à 10:06

L'Afrique du Sud et la Russie vont renforcer leur coopération militaire, a indiqué le ministère russe de la Défense, quelques jours après que l'ambassadeur des Etats-Unis à Pretoria a accusé l'Afrique du Sud, prétendument neutre en Ukraine, de fournir des armes et des munitions à la Russie.

Moscou et Prétoria vont accroître leur coopération militaire et la préparation au combat de leurs armées, déclare le ministère russe de la Défense, cité par l'agence de presse publique Tass, en Russie, et repris par BBC, au Royaume-Uni. Cette annonce intervient alors que le commandant de l'armée de terre sud-africaine est en visite officielle à Moscou. Il tient des pourparlers avec son homologue russe, qui est aussi commandant adjoint des forces militaires en Ukraine, mais cette visite n'était pas inscrite à l'agenda officiel du sud-africain et n'a pas été annoncé, d'ailleurs, dans la presse sud-africaine.

Cette annonce intervient quelques jours après que l'ambassadeur des Etats-Unis à Pretoria a accusé l'Afrique du Sud de fournir des armes et des munitions à la Russie, malgré sa prétendue neutralité dans la guerre en Ukraine, relève la BBC. Cet équipement aurait été chargé depuis une base navale du Cap, en décembre dernier, rappellent la BBC et le Mail and Guardian (journal sud-africain), sur un navire russe "placé sous sanction du Trésor américain pour son rôle présumé dans le transport de matériel militaire", précise Jeune Afrique.



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

D'une gravité rare, ces accusations exigeaient une réponse rapide mais encore une fois, le président Cyril Ramaphosa a tergiversé, déplore le quotidien sud-africain Mail and Guardian. Pourtant, "donner ou vendre des armes à la Russie ferait instantanément de l'Afrique du Sud un État voyou", titre encore le Mail and Guardian. Si c'est confirmé, "sa place dans les affaires internationales - en tant que membre digne de confiance et raisonnable du G20, par exemple - serait détruite ; son appel de principe à la cohérence dans l'application de l'état de droit international serait réduit en lambeaux", affirme un éditorialiste dans le quotidien sud-africain. Si c'est confirmé, "sa place dans les affaires internationales - en tant que membre digne de confiance et raisonnable du G20, par exemple - serait détruite ; son appel de principe à la cohérence dans l'application de l'état de droit international serait réduit en lambeaux", affirme un éditorialiste dans le quotidien sud-africain.

"À moins que l'Afrique du Sud ne s'en moque. C'est peut-être ce qu'il faut comprendre quand, face aux accusations des renseignements américains, Pretoria dit vouloir sortir un juge de sa retraite pour mener l'enquête", conclut Jeune Afrique. De leur côté, le Guardian et le New York Times rappellent que la coopération militaire étroite, annoncée par la Russie et l'Afrique du Sud, lundi, s'inscrit en amont du deuxième sommet Russie-Afrique prévu fin juillet à Saint-Petersbourg en Russie et du sommet des pays des BRICS (ce groupe de pays réunissant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) qui se tiendra en août à Johannesburg, en Afrique du Sud.

radiofrance.fr

L'onde de choc à venir du mercenariat : les conséquences de la guerre en Ukraine pour l'Afrique

jeu. 4 mai à 15:19

Un jour ou l'autre, la guerre en Ukraine prendra fin, et lorsque ce sera le cas, l'afflux de mercenaires qui en résultera sera à l'origine d'ondes de choc qui traverseront l'Afrique. Alors que le conflit actuel a passé le triste cap du premier anniversaire, les experts ne s'accordent pas sur ce qui pourrait se passer ensuite. Mais finalement, deux options sont envisageables : l'un des deux belligérants est victorieux ou les combats se transforment en un conflit de faible intensité. À ce stade, de milliers d'anciens soldats qui auront de l'expérience en matière de combat arriveront sur le marché. Ces soldats trouveront des perspectives d'emploi limitées en Ukraine ou en Russie, car les deux armées réduiront leurs troupes en service actif. Le groupe Wagner et d'autres sociétés militaires privées d'Afrique du Sud, du Royaume-Uni ou d'autres États offriront à ces anciens soldats la possibilité de subvenir aux besoins de leur famille et d'échapper à leur situation d'après-guerre. Les conséquences seront lourdes pour les pays africains, qui ont déjà commencé à employer des mercenaires à un rythme inédit depuis la Guerre froide. Si ces pays choisissent de les recruter, ces nouveaux mercenaires provoqueront une instabilité généralisée, affaibliront les gouvernements et augmenteront probablement le nombre et l'ampleur des insurrections à travers le continent.

L'Afrique, et en particulier la région du Sahel, est extrêmement vulnérable aux interventions des mercenaires en raison d'un manque de confiance dans les gouvernements et d'un nombre important d'insurrections locales et régionales. Le continent a un lourd passé en matière d'emploi de mercenaires. Ces derniers commettent souvent des violations des droits humains et visent un gain monétaire plutôt qu'une paix et une sécurité durables.



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40

Des mercenaires, en particulier le groupe Wagner, sont récemment intervenus au Mali, en République centrafricaine, au Soudan et en Libye, aggravant dans chaque cas les conflits locaux et tuant des civils. La stabilité de l'Afrique est en jeu, car un déluge de mercenaires recrutés dans le cadre de la guerre en Ukraine pourrait pousser encore davantage de pays vers l'autoritarisme, la guerre civile et le vol de ressources naturelles.

Le défi que représente le mercenariat en Afrique exige des solutions novatrices. La lutte contre la désinformation est essentielle pour renforcer la confiance des civils et l'adhésion locale. Dénoncer et condamner la violence du mercenariat pourrait être une tactique utile, en particulier en la combinant à des mesures contre la désinformation. Les sanctions et autres mesures restrictives sont également un outil précieux, mais elles doivent être calibrées en fonction des circonstances et de l'ensemble des acteurs impliqués. Les gouvernements africains et occidentaux devraient agir maintenant pour faire face à la menace que posent les mercenaires avant que celle-ci ne s'aggrave considérablement.

Des opportunités après la guerre

La durée et l'intensité de la guerre en Ukraine détermineront le volume de l'afflux de mercenaires en Afrique. Si la guerre en Ukraine se poursuit sur une longue période, et surtout si les deux parties continuent de subir des taux de pertes élevés, le nombre de recrues potentielles pour ce mercenariat post-conflit pourrait diminuer. Le taux d'attrition du conflit est astronomique, avec environ 280 000 victimes militaires et des dizaines de milliers de morts civils. Malgré le recrutement public de prisonniers par le chef du groupe Wagner, Evgueni Prigojine, pour combler ces pertes, les contraintes en matière de personnel limiteront les capacités futures du mercenariat. Si le conflit se termine plus rapidement, et ce, quel que soit le vainqueur, les anciens soldats des deux côtés seront intéressés par le travail de mercenariat. Parallèlement, si la guerre retrouve son visage d'avant 2022, soit un « conflit gelé » de faible intensité, de nouveaux déploiements en Afrique seront également à prévoir.

Du côté ukrainien, les troupes étrangères, allant des anarchistes européens au régiment d'extrême droite Azov, seront incitées à poursuivre leurs activités militaires à l'étranger. Du côté russe, les anciens mercenaires du groupe Wagner et les nouvelles recrues de l'organisation, y compris les prisonniers, seront intéressés par la perspective de poursuivre leur travail militaire en dehors des États russe et ukrainien. Plusieurs milliers de conscrits récemment appelés pourront également être intéressés. Des deux côtés, les soldats seront motivés par l'argent ou s'engageront simplement du fait de leurs compétences et d'un désir de se battre. Les anciens combattants russes, en particulier, pourront « se rallier autour du drapeau » – et ainsi soutenir le récit expansionniste russe en utilisant le grief de la défaite ou la soif de victoires supplémentaires (selon l'issue de la guerre). Si des entreprises militaires privées ukrainiennes ou soutenues par l'OTAN voient le jour, d'anciens combattants afflueront vers ces organisations pour les mêmes raisons. Les entreprises militaires privées permettront aux anciens combattants de la guerre en Ukraine de combler un vide professionnel et peut-être également un vide idéologique.

Il est probable que seule une fraction des anciens combattants ukrainiens choisisse de rejoindre des sociétés militaires privées ou de prendre de nouveaux contrats.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 41

Cependant, les statistiques sur le groupe Wagner suggèrent que le phénomène du mercenariat a déjà commencé à se développer massivement. Avant le début de la guerre, le groupe Wagner employait environ 5 000 mercenaires, mais aujourd'hui, les gouvernements britannique et américain estiment que le groupe emploie environ 50 000 mercenaires rien qu'en Ukraine. Avant le début du conflit, la Russie et l'Ukraine comptaient à eux deux 1,1 million de soldats en service actif. Si, après la guerre, 20% des soldats du groupe Wagner qui se battaient en Ukraine, acceptaient de nouveaux contrats en Afrique, la taille du groupe serait déjà doublée par rapport à sa force d'avant-guerre. De même, si un infime pourcentage de l'armée régulière ou des forces volontaires rejoignait le groupe Wagner ou d'autres sociétés militaires privées après la guerre, l'impact sur l'Afrique serait dramatique.

Quoi qu'il se passe en Ukraine, le gouvernement russe sera probablement incité à intensifier son utilisation de mercenaires en Afrique dans le but de déstabiliser les relations stratégiques de l'Occident avec les pays africains, tout en développant les siennes. Les entreprises militaires privées ont la particularité de pouvoir permettre le développement de relations entre militaires sans « bottes sur le terrain » à proprement parler. Le groupe Wagner a mis en place un ensemble de stratégies dans ses opérations africaines, y compris des campagnes de désinformation, des concessions pour l'extraction de ressources, le lancement de formations pour des militaires par des militaires, de ventes d'armes et de services de protection. Ces stratégies ont permis, avec succès, de chasser les forces françaises de soutien dans la lutte contre le terrorisme au Mali et en République centrafricaine, tout en faisant du groupe Wagner un garant de la sécurité dans les deux pays. Avec un afflux important d'anciens combattants venant d'Ukraine, le groupe Wagner pourrait étendre ses opérations à d'autres pays et à une plus grande échelle.

Les dirigeants du groupe Wagner, y compris Prigojine, bénéficient des interventions en Afrique grâce à des contrats lucratifs d'extraction de ressources dans les pays hôtes et à leur prestige politique en Russie. Le groupe Wagner échange son soutien militaire contre des contrats miniers et pétroliers, ce qui lui permet d'obtenir des ressources en Syrie, en République centrafricaine et au Soudan. Le groupe utilise une variété de sociétés écrans pour faciliter ces opérations, y compris Meroe Gold et Lobaye Invest. En outre, les avancées du groupe en Afrique fournissent à Prigojine et à sa cohorte un levier politique dans le cercle intime en constante évolution du président russe Vladimir Poutine, car ces avancées permettent à la Russie d'entretenir des relations militaires clés, d'obtenir des ventes d'armes, l'accès à des infrastructures clés ainsi que des avancées géopolitiques contre l'Occident.

Pourquoi est-ce inquiétant ?

L'expansion des déploiements de mercenaires accentuera l'instabilité politique en Afrique. Les dirigeants deviendront plus audacieux dans leurs opérations de sécurité intérieure. Les interventions du groupe Wagner au Mali et en République centrafricaine ont contribué à leur tour à fragiliser la position de la France sur place. Maintenant, la junte du Burkina Faso a appelé les forces militaires françaises à mettre un terme à leur mission antiterroriste, certains chefs de gouvernement appelant plutôt à travailler avec la Russie. Si davantage de sociétés militaires privées (et davantage de mercenaires) entrent sur les marchés africains, davantage de pays africains forceront leurs partenaires de sécurité occidentaux à partir et favoriseront ces groupes de mercenaires.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 42

En outre, d'autres coups d'État pourraient se produire, car les dirigeants démocratiquement élus sont perçus comme ayant échoué contre les mouvements djihadistes. Ces deux dynamiques encourageront l'instabilité sur l'ensemble du continent, d'autant plus que les dirigeants des différentes junte et les opérations de mercenariat ne fournissent que des soins artificiels à des blessures plus profondes.

Les États africains se sont également tournés vers le groupe Wagner et d'autres organisations mercenaires parce que ces groupes sont prêts à faire leur sale boulot. Les États ont engagé le groupe Wagner pour tuer les ennemis de l'État ainsi que ceux qui les aident et les encouragent. Au Mali et en République centrafricaine, les gouvernements ont encouragé les attaques contre les civils, dont beaucoup sont membres de communautés musulmanes peuples minoritaires. Attaquer des civils ne fera qu'attiser les flammes de l'extrémisme séparatiste et religieux, décourager la confiance dans la gouvernance nationale et encourager l'instabilité régionale.

Enfin, le groupe Wagner et d'autres sociétés militaires privées étendront leurs relations parasites aux nouveaux gouvernements à travers l'Afrique. Ces organisations suivront le modèle du groupe Wagner, s'implantant dans les pays par le biais de projets de long terme d'extraction de ressources. En République centrafricaine, le groupe Wagner a transformé une mine d'or artisanale en un site d'extraction industrielle en huit zones, extrêmement bien défendu. Catrina Doxsee, experte au Center for Strategic and International Studies, souligne que le groupe planifie sur le long terme et entretient la dépendance du gouvernement. Ces relations continueront de drainer les États africains de leurs ressources naturelles, tout en renforçant le rôle des groupes de mercenaires dans la politique nationale.

Qui se bat ? Une brève histoire des mercenaires en Afrique Le groupe Wagner a redéfini les objectifs du mercenariat en Afrique, avec la publicité qui l'accompagne, mais le phénomène mercenaire n'est pas nouveau sur le continent. Après la guerre froide, de nombreux groupes de mercenaires ont vu le jour, composés d'anciens soldats d'Afrique du Sud, du Mozambique et d'autres pays. Executive Outcomes, formé par l'officier sud-africain Eben Barlow en 1989, est devenu tristement célèbre en tant que groupe raciste et brutalement efficace, et n'a été dissous qu'en 1999. Ces mercenaires étaient payés en moyenne 3 500 dollars par mois pour les soldats et 4 000 dollars pour les officiers. La plupart étaient des vétérans de conflits postcoloniaux, de l'apartheid et de la Guerre froide en Afrique australe dans les années 1970 et 1980, tout comme les membres actuels du groupe Wagner sont des vétérans des guerres en Syrie et en Ukraine.

Quel que soit le pays d'origine, l'activité du mercenariat est en augmentation dans toute l'Afrique. Une étude récente du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité a révélé que les sociétés militaires privées ont accru leur contrôle et leur influence politique en Afrique. Cette augmentation peut être liée à la croissance des insurrections islamistes en Afrique, qui ont pris de l'ampleur grâce à l'établissement d'affiliés à l'État islamique à travers le continent. Ce n'est pas un hasard si le groupe Executive Outcomes a été relancé en 2020. Plus récemment, d'autres organisations basées en Afrique du Sud ont vu le jour ; Osprey Asset Management et Black Hawk qui sont toutes deux composées principalement d'anciens soldats de l'apartheid âgés de 55 à 65 ans, vétérans des derniers conflits conventionnels en Afrique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 43

Dans une offre perdante face au groupe Wagner pour le contrat Cabo Delgado au Mozambique, Osprey Asset Management aurait demandé 15 000 à 25 000 dollars par personne et par mois, tandis que le groupe Wagner aurait demandé seulement une fraction de ce montant : 1 800 à 4 700 dollars par personne et par mois.

Les vétérans européens, américains et ukrainiens de la guerre d'Ukraine pourraient également être intéressés pour rejoindre une variété de groupes de mercenaires fondés en Occident qui opèrent déjà en Afrique. Les sociétés américaines CACI et Academi opèrent sur tout le continent. Asgaard, basée en Allemagne, opère en Égypte, en Mauritanie, en Libye et au Soudan. Quelques SMP françaises embryonnaires, comme SECOPEX, ont également essayé de s'implanter en Somalie, en République centrafricaine et, auparavant, en Libye aux côtés des forces de Mouammar Kadhafi. Aegis Defense Services, fondée au Royaume-Uni, a travaillé dans 18 pays africains, tout en provoquant la colère après avoir employé d'anciens enfants soldats sierra-léonais aux côtés des forces américaines en Irak. Et puis, bien sûr, il y a aussi des entreprises régionales plus petites, y compris le Dyck Advisory Group, basé au Zimbabwe, le Paramount Group, basé en Afrique du Sud, et Burnham Global, basé à Dubaï.

Perdre des guerres, gagner de l'argent

L'histoire récente montre que ces groupes de mercenaires sont beaucoup plus efficaces pour exacerber les conflits que pour les résoudre. En République centrafricaine, une mission de l'ONU n'a pas été en mesure de vaincre les insurgés de la Séléka et divers autres groupes en dehors de la capitale, Bangui. Les forces du groupe Wagner ont également échoué, tout en commettant de graves violations des droits de l'homme contre des civils et des journalistes. Dans la région du Sahel, les insurrections sont liées à la religion et aux griefs locaux. En une décennie, deux opérations antiterroristes françaises, Serval et Barkhane, ont été incapables de déloger le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara du Mali et des États voisins du Sahel. Le groupe Wagner a rencontré des difficultés similaires et le nombre de victimes dans ses rangs ainsi que le nombre d'attaques menées contre les civils ont augmenté. Pendant ce temps, au Mozambique, les forces du groupe Wagner ont échoué de façon spectaculaire dans la région de Cabo Delgado. Ils ne comprenaient pas la culture locale, étaient gênés par leurs relations avec les forces gouvernementales et se sont révélés mal préparés à la guerre dans la jungle. Les opérations mercenaires européennes ultérieures n'ont pas permis de déloger les mêmes affiliés à l'État islamique. La reprise ou la poursuite de conflits en Somalie, en Éthiopie, au Nigéria, en Libye et dans de nombreuses autres zones chaudes pourrait déclencher de nouvelles opérations mercenaires. Pourtant, le Mali, la République centrafricaine et le Mozambique sont des exemples qui prouvent que les insurrections africaines et les conflits civils sont difficiles à résoudre, même par le biais d'approches mercenaires.

Au lieu de résoudre les conflits ou de soutenir des institutions gouvernementales légitimes, le groupe Wagner et d'autres sociétés militaires privées ont tendance à remplir leurs propres caisses tout en dégradant l'État de droit dans les pays où ils interfèrent. Certains experts affirment que ces organisations chercheront à prolonger les conflits pour continuer à profiter de contrats lucratifs. Dans le même temps, le groupe Wagner menace la légitimité du gouvernement en ciblant et en tuant des civils au Mali et en République centrafricaine, en particulier des membres des minorités ethniques. Ainsi, les entreprises militaires privées sont souvent une pilule empoisonnée pour leurs employeurs, menaçant la stabilité à long terme des gouvernements.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 44

Comment réagir ?

Pour s'assurer que l'Afrique ne paie pas le prix de la paix en Ukraine, les pays de l'OTAN devraient commencer par élaborer une réponse globale aux stratégies de désinformation et de captation des appareils étatiques mises en place par le groupe Wagner. La première étape consiste à s'attaquer à la désinformation en fournissant des preuves. La France a déjà donné le ton en mettant en place de telles réponses au Mali, en utilisant des preuves photographiques pour réfuter une opération de désinformation du groupe Wagner qui a imputé un massacre de civils aux forces françaises qui étaient sur le départ.

Deuxièmement, les États occidentaux devraient faire pression sur les organismes régionaux et continentaux africains, y compris la Communauté économique africaine et l'Union africaine, pour mettre fin aux opérations mercenaires. Ils peuvent citer le Mali, le Mozambique et la République centrafricaine comme des exemples patents d'instabilité et de relations parasitaires causées par des mercenaires. Ils devraient encourager ces organisations à sanctionner les États qui utilisent et sont utilisés par des groupes de mercenaires. Bien que les nouvelles sanctions américaines contre le groupe Wagner soient une première étape utile, le groupe dispose de divers moyens de contourner ces sanctions, y compris le recours à des sociétés écrans. Pour éviter cela, les sanctions devraient être dirigées contre les gouvernements qui travaillent avec des groupes de mercenaires.

Au-delà de cela, l'OTAN et les autres organismes devraient continuer à dénoncer et à condamner les activités mercenaires. Le département d'État américain a pris les devants en diffusant publiquement une dépêche sur les activités minières très étendues du groupe Wagner en République centrafricaine. Bien que les médias et les enquêtes du secteur privé soient essentielles, l'adhésion des gouvernements joue un rôle essentiel dans l'amplification de leur travail.

Enfin, les membres de l'OTAN et les États africains devraient également être prêts à déployer des sanctions et des interdictions de voyager contre les groupes de mercenaires basés en Occident qui commettent également des violations des droits de l'homme. Quelle que soit leur origine, les mercenaires ne sont pas la réponse aux problèmes de l'Afrique, et offrent au mieux une solution à court terme à l'instabilité tout en sapant l'efficacité de la gouvernance. Au lieu de cela, les dirigeants devraient démontrer un engagement sur le long terme pour reconstruire les secteurs de la sécurité et promouvoir le développement économique.

La stabilité de l'Afrique est en jeu. La violence et le djihadisme observés au Mali et en République centrafricaine pourraient s'étendre à l'ensemble du continent. Les organisations mercenaires qui profiteront d'une vague de recrues à la suite de la guerre en Ukraine ne feront qu'exacerber le problème.

lerubicon.org

L'armée de Terre envisage la création d'unités « territoriales » de réservistes opérationnels

mar. 9 mai à 11:33

Comme annoncé l'an passé par le président Macron, le projet de programmation militaire [LPM] 2024-30 prévoit de doubler le nombre de réservistes au sein des armées, avec l'idée de les considérer comme des militaires à part entière.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mai 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 45

« La mise en œuvre des pivots stratégiques et la déclinaison des nouvelles priorités conduisent à atteindre la cible en effectifs du ministère en 2030 à 290'000 militaires [dont 210'000 militaires d'active et 80 000 réservistes opérationnels] et 65'000 civils. A l'horizon 2035, le renforcement du modèle RH des armées se poursuivra pour atteindre le ratio d'un réserviste opérationnel pour deux militaires d'active », est-il en effet avancé dans le texte. « Je considère que les forces de réserve sont dans le format [des armées] et je pense que notre victoire sera d'ailleurs le jour où l'on dira : « il y a 300'000 militaires dans ce pays, dont 100'000 réservistes' », a ainsi affirmé Sébastien Lecornu, le ministre des Armées, lors de son dernier passage devant la commission sénatoriales des Affaires étrangères et de la Défense, le 3 mai.

Évidemment, cette ambition au sujet des réserves va poser plusieurs défis, à commencer par celui du recrutement. Ensuite, il faudra former et, surtout, équiper les nouveaux réservistes... Enfin, les soutiens devront également évoluer étant donné que le Service de santé des Armées [SSA], pour ne citer que lui, aura une charge de travail supplémentaire, ne serait-ce que pour faire passer les visites d'aptitude médicale.

Pour rappel, la réserve opérationnelle est organisée selon deux niveaux : le RO1, qui réunit les volontaires ayant signé un engagement à servir dans la réserve, et le RO2, qui concerne les anciens militaires soumis à une obligation de disponibilité de cinq ans après avoir quitté l'uniforme. Seul le premier niveau sera renforcé dans le cadre de la LPM 2024-30. Ainsi, l'armée de Terre verra le nombre de ses réservistes « RO1 » passer de 24'000 à 50'000... alors que, dans le même temps, elle ne recrutera « que » 700 engagés de plus [sur les 6000 postes devant être ouverts sur la période 2024-30]. Et, pour son chef d'état-major [CEMAT], le général Pierre Schill, cela suppose de « changer de paradigme ».

Pour le CEMAT, qui s'en est expliqué lors d'une récente audition à l'Assemblée nationale [le compte-rendu vient d'être publié, ndlr], il sera ainsi question de différencier les réservistes opérationnels selon deux catégories.

« La première viendra en appui de la force opérationnelle terrestre [FOT]. Elle sera composée de compléments individuels ou de véritables unités adossées à des régiments », a avancé le général Schill. « Son objectif sera de faire le même métier que les unités de la FOT et, ce faisant, d'aider celle-ci à mieux remplir ses missions – franchissement, logistique –, ou d'apporter un complément, par exemple en assurant la protection des postes de commandement [PC], a-t-il expliqué. Quant à la seconde, a-t-il poursuivi, elle sera « conçue d'emblée comme territorialisée et assurera des missions de protection, d'appui aux populations, de soutien aux forces de sécurité intérieure, dans un périmètre local ou régional qui reste à définir ». Son contour n'a pas encore été arrêté. « Elle pourrait être composée d'une partie des régiments existants, ou bien d'unités nouvellement créées, qui seraient implantées de préférence dans des 'déserts militaires' où se trouvent des jeunes susceptibles de s'engager sous les drapeaux pour trois à six mois », a dit le général Schill.

En effet, il est aussi question pour l'armée de Terre de proposer un projet de « volontaires du territoire national », qui permette à des jeunes de servir sous les drapeaux pendant trois ou six mois. Et cela afin de pouvoir déployer au cours de la LPM « deux bataillons et quatre compagnies outre-mer », a précisé le CEMAT